



# Rapport du troisième trimestre 2012





# Rapport aux actionnaires

CAE publie les résultats financiers de son troisième trimestre clos le 31 décembre 2011. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société se situe à 45,6 millions \$CA (0,18 \$CA par action) ce trimestre, en hausse de 18 % comparativement à 38,5 millions \$CA (0,15 \$CA par action) l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

Les produits des activités ordinaires du trimestre se sont établis à 453,1 millions \$, en hausse de 10 % par rapport à ceux du troisième trimestre de l'an dernier établis à 410,8 millions \$. Le résultat opérationnel au troisième trimestre se situe à 77,5 millions \$, soit 17,1 % des produits des activités ordinaires.

« Nous sommes heureux de nos résultats financiers ce trimestre; nous avons enregistré des marges plus grandes tant dans nos secteurs civil que militaire », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Le niveau d'activité du marché de l'aviation civile demeure élevé dans toutes les régions et nos prises de commandes reflètent notre position concurrentielle solide. Bien que les retards dans les appels d'offres militaires rendent les dates d'attribution de contrats plus difficiles à prévoir, nous avons remporté des contrats avec d'importants clients de la défense au cours du trimestre. De plus, nous demeurons encouragés par l'éventail des occasions d'affaires qui se présentent partout dans le monde. »

## Secteurs civils

Les produits des activités ordinaires de nos secteurs civils combinés ont augmenté de 13 % au troisième trimestre pour atteindre 203,7 millions \$, comparativement à 179,9 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel s'élève à 42,0 millions \$ (20,6 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 32,1 millions \$ (17,8 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 18 % au cours des neuf premiers mois pour atteindre 625,5 millions \$, comparativement à 529,7 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel se situe à 129,5 millions \$ (20,7 % des produits des activités ordinaires) depuis le début de l'exercice, comparativement à 100,0 millions \$ (18,9 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Le niveau d'activité du secteur civil a continué à être important dans toutes les régions au troisième trimestre. Nous avons vendu 11 simulateurs de vol pour un total de 30 commandes au cours des neuf premiers mois, ce qui dépasse le nombre total de ventes de simulateurs annoncés au dernier exercice. Nous avons également signé des contrats de services de formation qui devraient générer 122,2 millions \$ en produits des activités ordinaires futurs, y compris un accord exclusif à long terme avec flydubai aux Émirats arabes unis. Nous avons aussi élargi notre présence en Asie du Sud-Est avec l'annonce d'une coentreprise de formation avec Cebu Pacific Air aux Philippines.

Pour les secteurs civils combinés, nous avons reçu 234,6 millions \$ en commandes ce trimestre, ce qui représente un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,15. Pour les douze derniers mois, il était de 1,24.

## Secteurs militaires

Les produits des activités ordinaires des secteurs militaires combinés de CAE ont augmenté de 1 % au troisième trimestre pour atteindre 222,3 millions \$, comparativement à 219,8 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel s'est établi à 36,9 millions \$ (16,6 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 39,5 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Les produits des activités ordinaires des neuf premiers mois ont augmenté de 4 % pour atteindre 630,2 millions \$, comparativement à 608,6 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel se situe à 96,5 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires) depuis le début de l'exercice, comparativement à 109,3 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Au cours du trimestre, CAE a remporté des contrats portant sur la fourniture de simulateurs de maintenance Tornado pour la Force aérienne allemande et la Royal Air Force britannique, et nous avons reçu des options additionnelles aux termes d'un contrat portant sur des simulateurs P-8A Poseidon pour Boeing et l'U.S. Navy. Nous avons remporté un contrat de mise à niveau des simulateurs des Forces canadiennes, notamment pour l'appareil CC-130H Hercules et l'hélicoptère CH-146 Griffon. En Asie, nous avons obtenu des contrats portant sur la prestation de services de soutien d'un simulateur d'hélicoptère AW139 en Malaisie et un contrat pluriannuel de services de formation sur hélicoptère de la part d'un autre important client de la région.

Les prises de commandes des secteurs militaires combinés se chiffrent à 124,1 millions \$ ce trimestre pour un ratio des commandes/ventes de 0,56. Pour les douze derniers mois, il a été de 0,89. En plus du carnet de commandes des secteurs militaires combinés de CAE qui s'établit à 2,0 milliards \$ au 31 décembre 2011, les commandes non financées des secteurs militaires combinés de CAE s'établissent à 269,4 millions \$.

## Nouveaux marchés principaux

Les produits des activités ordinaires des Nouveaux marchés principaux se situent à 27,1 millions \$, comparativement à 11,1 millions \$ l'an dernier. La perte opérationnelle s'établit à 1,4 million \$, comparativement à 1,3 million \$ l'an dernier.

CAE Santé a reçu l'appui de la Société canadienne de soins intensifs pour ses séminaires et son programme d'apprentissage en ligne sur l'échographie. Le centre de simulation dont nous assumons la gestion à l'Université de Montréal a reçu l'accréditation du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada. Au cours de ce trimestre, nous avons vendu des simulateurs de patients, des didacticiels et des systèmes de gestion de centres à des clients en Amérique du Nord, en Europe de l'Est et au Moyen-Orient.

CAE Mines a ajouté de nouveaux clients pour ses systèmes de planification minière, de gestion de données et de modélisation géologique, notamment Silver Lake Resources et Optiro en Australie et Exploraciones Mineras Parreña au Mexique.

#### **Autres points saillants financiers**

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 15,2 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 25 %, comparativement à 29 % l'an dernier. Cette baisse s'explique en grande partie par le règlement d'un contrôle fiscal au Canada et par la variation de la proportion des produits des activités ordinaires provenant de différentes juridictions.

Les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 46,2 millions \$ ce trimestre, attribuables aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie comparativement à l'an dernier et à l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Les dépenses d'investissement en immobilisations totalisent 44,1 millions \$ ce trimestre, notamment 25,3 millions \$ en appui de nos initiatives de croissance et le restant pour la maintenance.

La dette nette se chiffre à 593,9 millions \$ au 31 décembre 2011, comparativement à 618,8 millions \$ au 30 septembre 2011. Cette baisse de 24,9 millions \$ est principalement attribuable aux fluctuations favorables de taux de change.

CAE versera un dividende de 0,04 \$ par action le 30 mars 2012 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 mars 2012.

# Rapport de gestion

pour les trois mois clos le 31 décembre 2011

## 1. POINTS SAILLANTS

### Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le présent rapport trimestriel a été préparé conformément aux IFRS et doit être lu conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires des neuf mois clos le 31 décembre 2011, qui ont été préparés conformément aux normes IAS 34 *Information financière intermédiaire* et IFRS 1 *Première application des IFRS* publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les chiffres comparatifs pour chaque période de l'exercice clos le 31 mars 2011 ont été retraités afin d'être conformes aux IFRS. Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires pour des précisions sur les ajustements les plus significatifs qui ont été apportés à l'état des variations en capitaux propres, au compte de résultat, à l'état du résultat global et au tableau des flux de trésorerie.

### DONNÉES FINANCIÈRES

#### TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

##### Produits des activités ordinaires en hausse par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2011

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 453,1 millions \$ ce trimestre, en hausse de 19,6 millions \$, soit 5 %, par rapport au trimestre précédent et de 42,3 millions \$, soit 10 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 1 314,5 millions \$, en hausse de 149,3 millions \$, soit 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

##### Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2011

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 45,6 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 38,4 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 7,2 millions \$, soit 19 %, et comparativement à 38,5 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) au troisième trimestre de l'exercice 2011, ce qui représente une hausse de 7,1 millions \$, soit 18 %;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 127,1 millions \$ (soit 0,49 \$ par action), comparativement à 114,8 millions \$ (soit 0,45 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 12,3 millions \$, soit 11 %;
- Abstraction faite des charges de 8,4 millions \$ (2,7 millions \$ après impôts) au titre de l'acquisition et de l'intégration de Medical Education Technologies, Inc. (METI), acquise au deuxième trimestre de l'exercice 2012, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société se serait élevé à 41,1 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) pour le trimestre précédent et à 129,8 millions \$ (soit 0,50 \$ par action) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012.

##### Flux de trésorerie disponibles<sup>1</sup> positifs de 46,2 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à 70,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à 129,2 millions \$ au trimestre précédent et à 33,9 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance<sup>1</sup> et les autres dépenses liées aux actifs se sont élevées à 17,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à 15,1 millions \$ au trimestre précédent et à 16,9 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 8,0 millions \$ ce trimestre, comparativement à 8,3 millions \$ au trimestre précédent et à 10,1 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent.

##### Capital utilisé<sup>1</sup> en baisse de 6,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie<sup>1</sup> a augmenté de 18,7 millions \$ pour s'établir à 144,0 millions \$ à la fin du trimestre;
- Les immobilisations corporelles ont diminué de 18,5 millions \$;
- Les autres actifs non courants ont diminué de 11,4 millions \$, tandis que les autres passifs non courants ont diminué de 4,7 millions \$;
- La dette nette<sup>1</sup> s'établissait à 593,9 millions \$ à la fin du trimestre, comparativement à 618,8 millions \$ au trimestre précédent.

##### COMMANDES<sup>1</sup>

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>1</sup> pour le trimestre s'est établi à 0,85 (ratio combiné de 1,15 pour les secteurs civils, de 0,56 pour les secteurs militaires et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,05 (ratio combiné de 1,24 pour les secteurs civils, de 0,89 pour les secteurs militaires et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 385,8 millions \$, comparativement à 563,4 millions \$ au dernier trimestre et à 514,4 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2011;
- Le carnet de commandes<sup>1</sup> s'établissait à 3 514,9 millions \$ au 31 décembre 2011.

<sup>1</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 5).

### Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a conclu des contrats d'une valeur prévue de 122,2 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu des nouvelles commandes de 112,4 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 11 simulateurs de vol (FFS). Ce trimestre, le secteur a également reçu l'annulation d'une commande de simulateur d'un exercice antérieur.

### Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu des nouvelles commandes de 67,5 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 56,6 millions \$.

### Nouveaux marchés principaux

- Le secteur Nouveaux marchés principaux a reçu des nouvelles commandes de 27,1 millions \$.

### AUTRES

- Au cours du trimestre, nous avons conclu un nouvel accord de coentreprise visant la création de Philippine Academy for Aviation Training, Inc. (participation de 50 %).

## 2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2012* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2012;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2011;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 8 février 2012 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2011. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les IFRS. Tous les tableaux présentés sont fondés sur des chiffres non audités.

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2011 et dans nos états financiers consolidés annuels que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel de 2011 présente également un complément d'information au sujet de ce qui suit :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Acquisitions, regroupements d'entreprises et cessions;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Contrôle et procédures;
- Le rôle de surveillance du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, [www.cae.com](http://www.cae.com), sur celui de SEDAR, [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ou sur celui d'EDGAR, [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

### NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

## MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses d'investissement en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2011.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

## 3. À PROPOS DE CAE

### 3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. CAE est présente dans le monde entier, comptant plus de 7 500 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans plus de 25 pays. Nos produits des activités ordinaires annuels sont supérieurs à 1,6 milliard \$ et proviennent d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion d'environ 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique, lequel compte 34 centres de formation civile, militaire et sur hélicoptère à partir desquels nous assurons chaque année la formation de plus de 80 000 membres d'équipage civils et militaires. Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol qui recréent le comportement des appareils dans une vaste gamme de situations et de conditions environnementales. En tirant parti de nos compétences de base et de nos pratiques exemplaires en matière d'aviation, nous offrons également des solutions dans les secteurs des soins de santé et des mines, qui sont soumis à des impératifs opérationnels semblables en matière de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, les services aéronautiques et les services professionnels.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

### 3.2 Notre vision

Nous voulons que CAE soit synonyme de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions. Nous voulons être le partenaire de mission de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et de permettre la prise de meilleures décisions.

### 3.3 Nos activités

CAE dessert essentiellement deux grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes spécialisés dans la formation d'élèves-pilotes et les organismes de formation aéronautique (FTO);
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier.

Nous desservons aussi le marché des soins de santé, particulièrement des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des établissements d'enseignement, des entreprises médicales et des constructeurs OEM, ainsi que le marché minier, desservant des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

Nous sommes un chef de file mondial ayant des capacités inégalées pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus d'efficacité opérationnelle, de sécurité et de préparation aux missions. À ce titre, nous utilisons une approche intégrée fondée sur des solutions, ce qui se traduit souvent par des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services. Bien que cette stratégie de mise en marché donne lieu à un regroupement sans cesse croissant des produits et des services, nous présentons, depuis 2006, nos résultats dans quatre secteurs distincts : un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun de nos deux principaux marchés. En plus de nos activités dans les secteurs civil et militaire, nous présentons nos résultats dans les domaines des soins de santé et des mines, lesquels sont, depuis le premier trimestre de l'exercice 2012, compris dans le secteur Nouveaux marchés principaux ou NMP (précédemment présentés dans le secteur Formation et services associés – Civil). Les chiffres correspondants du secteur Formation et services associés – Civil pour l'exercice 2011 ont été retraités.

## MARCHÉ CIVIL

### Formation et services associés – Civil (FS/C)

*Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires, ainsi que de la formation sur hélicoptères au personnel navigant, aux membres d'équipage, au personnel de maintenance et au personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés*

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale et de formation sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions émergentes à forte croissance de l'Amérique latine, de la Chine, de l'Asie du Sud-Est, de l'Inde et du Moyen-Orient. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale, l'aviation commerciale, les exploitants d'hélicoptères et l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 170 FFS et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans plus de 20 pays partout dans le monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des FTO et des centres appartenant à des tiers. Parmi nos milliers de clients, plus de 20 grandes compagnies aériennes, des exploitants d'avions et des constructeurs OEM dans le monde entier ont avec nous des liens d'affaires stratégiques, des partenariats et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des membres d'équipage, la formation des techniciens de maintenance, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. L'Académie mondiale CAE est le plus important réseau de FTO avec une capacité de formation de 1 800 élèves-pilotes chaque année. Nous offrons également aux compagnies aériennes des services de placement de pilotes pour remédier à leur problème de recrutement.

### Produits de simulation – Civil (PS/C)

*Ce secteur conçoit, construit et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile*

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de matériels de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures de formation, de dispositifs de formation et de solutions d'apprentissage en ligne faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Récemment, nous avons conçu, ou conclu des contrats pour concevoir des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, les Boeing 747-8 et 787, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR 42-600 et 72-600, les Bombardier CSeries, Global Express et Learjet 85, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X et l'ARJ21 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau et l'amélioration de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

### Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passager est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). L'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Les taux de croissance dans les marchés émergents ont surclassé ce taux de croissance moyen mondial, ce qui est particulièrement intéressant pour nous compte tenu de la place de chef de file que nous occupons dans ces régions. Les transporteurs traditionnels américains, clientèle de longue date de CAE, ont entrepris le renouvellement de leur flotte d'aéronefs en faveur d'avions plus modernes et efficaces. La croissance du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement de la flotte ont contribué au nombre élevé d'avions commerciaux en carnet, à l'intensification de la production des constructeurs et à l'annonce de nouveaux programmes d'appareils.

Dans le secteur de l'aviation d'affaires, les commandes d'appareils et l'utilisation de ceux-ci sont aussi surtout tributaires du PIB, et de la conjoncture économique en général. La fréquence d'exploitation des avions aux États-Unis doit s'améliorer de l'ordre de 15 % à 20 % pour regagner le terrain perdu durant la plus récente récession. Le secteur de l'aviation d'affaires continue d'afficher un optimisme prudent. Bien qu'il règne toujours une certaine incertitude, la Federal Aviation Administration (FAA) a indiqué que le nombre de vols de jets d'affaires s'est accru au cours des 12 derniers mois.

D'importants constructeurs d'avions d'affaires, dont Bombardier, Cessna, Dassault et Gulfstream, ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils, ce qui illustre leur confiance à long terme envers la demande pour le trafic aérien d'affaires. Dans l'ensemble, la demande reste stable pour le secteur des avions d'affaires de grande dimension et elle demeure stable quoiqu'un peu plus faible pour les avions d'affaires de moyenne dimension. Dans le secteur des appareils de petite dimension, la demande est demeurée stable quoique faible.



Dans le secteur PS/C, le niveau d'activité du marché s'est relevé durant l'exercice. Nous prévoyons maintenir notre position de chef de file du marché et vendre un nombre de FFS dans la mi-trentaine au cours de l'exercice 2012.

Les tendances à long terme suivantes constituent le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées;
- Renouvellement de la flotte d'aéronefs par les transporteurs traditionnels;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage);
- Contexte réglementaire toujours vigoureux.

### ***Croissance à long terme prévue du trafic aérien***

En 2011, le trafic passager a augmenté de 5,9 % par rapport à l'année 2010, tandis que le fret-tonne-kilomètre est demeuré stable au cours de la même période, enregistrant une légère baisse de 0,7 % par rapport à l'année 2010. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %, et il est prévu que cette progression se poursuivra pour les 20 prochaines années. Au titre des événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, mentionnons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse importante et soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux.

### ***Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien***

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Europe de l'Est, de l'Afrique, de l'Amérique du Sud et de la Chine, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. On prévoit également la libéralisation progressive de leurs politiques de transport aérien et la conclusion d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande pour la vaste gamme de produits et de services que nous offrons. Nous sommes présents dans ces régions à forte croissance depuis plusieurs décennies et occupons une place de chef de file du marché, grâce à des activités, à des partenariats stratégiques et à des coentreprises bien établis dans chacune de ces régions.

### ***Carnets de commandes d'appareils***

Au cours de l'année 2011, les constructeurs d'avions commerciaux Boeing et Airbus ont reçu un total net de 2 224 commandes d'appareils neufs (commandes fermes moins les annulations) alors qu'ils en avaient reçu 1 104 en 2010. Boeing et Airbus assument un carnet record de plus de 8 200 appareils, qui devrait contribuer à créer des occasions d'affaires pour l'ensemble des produits et des services de formation de CAE. En 2011, Boeing et Airbus ont fait état d'un total de 1 011 livraisons d'appareils, comparativement à 972 en 2010. Airbus et Boeing ont annoncé la venue d'une série de hausses significatives de la production de leurs principaux modèles, notamment les Airbus A320 et A330 ainsi que les Boeing B737NG et B777. L'intensification des livraisons d'appareils devrait se traduire par une augmentation de la demande pour les produits et les services de formation.

### ***Plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées***

#### *Les compagnies aériennes exigent des appareils plus efficaces*

Les constructeurs OEM d'appareils commerciaux ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes plus efficaces, dont le nouveau Boeing 737 MAX, les Boeing 747-8 et 787, l'Airbus A350 XWB, l'Airbus A320neo, le Mitsubishi MRJ, le COMAC ARJ21, l'appareil russe UAC SSJ100 et le Bombardier CSeries. La demande pour ces nouvelles plateformes plus efficaces est commandée par les prix élevés du carburant et, comme le carburant compte pour une part importante des coûts opérationnels des compagnies aériennes, ces dernières cherchent activement des moyens de réduire ces coûts. L'Association du transport aérien international (IATA) estime que chaque hausse de un dollar du prix du baril de pétrole se traduit par des coûts supplémentaires de 1,6 milliard \$US pour le secteur mondial de l'aviation. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que le prix du carburéacteur demeurera supérieur à 100 \$US le baril en 2012, ce qui se traduit par une demande pour ces nouvelles plateformes.

#### *Les exploitants de jets d'affaires exigent des appareils très performants*

Les constructeurs OEM d'appareils d'affaires ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques, dont les jets très légers et légers Embraer Phenom 100 et 300, les Bombardier Learjet 85, Global 7000 et 8000, ainsi que les Cessna Citation M2 et Latitude, afin d'améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment la distance franchissable, la rapidité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires.

Ces plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées vont entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Comme pour le contrat conclu au cours de l'exercice 2010 avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries, nous avons, au cours de l'exercice 2011, conclu des ententes avec ATR pour le nouvel appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour le nouveau MRJ et avec Airbus pour l'A350 XWB afin de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont les FFS de la Série CAE 7000, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity<sup>MC</sup> et des programmes de formation complets, et étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. Cependant, si le programme subit des retards et que, par conséquent, les livraisons de nouveaux appareils sont aussi retardées, nos prises de commandes et nos livraisons de FFS le seront également.

### **Renouvellement de la flotte d'aéronefs par les transporteurs traditionnels**

Les transporteurs traditionnels ont entrepris le renouvellement de leurs flottes vieillissantes. Les commandes récentes enregistrées aux États-Unis par Boeing et Airbus, provenant de clients tels qu'American Airlines et Southwest Airlines, illustrent le potentiel de pénétration accrue d'une nouvelle génération d'aéronefs dans le système de transport aérien aux États-Unis.

### **Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage)**

*La demande mondiale devrait progresser à long terme*

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques. Dans les marchés émergents comme l'Inde, la Chine, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est, la croissance à long terme du trafic aérien est plus forte que dans les marchés parvenus à maturité, et on s'attend à ce que cette situation se poursuive.

*Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation*

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qu'ont adopté plusieurs autorités de réglementation de l'aviation partout dans le monde. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes d'avions modernes. Nous avons lancé le cours MPL de CAE à l'exercice 2010, et les diplômés de notre programme MPL ont rejoint le marché du travail. Si le processus MPL continue d'être adopté et de gagner en popularité dans les marchés émergents comme ceux de la Chine, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est, de l'Europe de l'Est et du Moyen-Orient où le besoin en pilotes qualifiés formés de la manière la plus efficace possible est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

### **Contexte réglementaire toujours vigoureux**

Le 1<sup>er</sup> août 2010, les États-Unis ont approuvé l'*Airline Safety and Federal Aviation Administration Act of 2010*. Cette loi exige que la FAA développe et publie de nouveaux règlements ainsi que des mises à jour devant entrer en vigueur entre août 2012 et août 2013 et visant des enjeux importants tels que :

- Des restrictions quant au temps de vol et à la période de service de vol, ainsi que des exigences relatives aux périodes de repos;
- Le recours à la simulation pour la formation en situation où la sécurité est en jeu, notamment les décrochages, les pertes de contrôle, l'accumulation de glace sur les appareils, le cisaillement du vent et d'autres phénomènes météorologiques défavorables;
- Un étoffement proposé des qualifications exigées pour la certification des pilotes de ligne.

Ces nouvelles exigences de formation des pilotes pourraient donner lieu à une simulation plus immersive et à un recours plus fréquent à la simulation pour la formation aux missions.

## **MARCHÉ MILITAIRE**

Nos activités dégagent des produits des activités ordinaires dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché de la défense grâce à nos solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur préparation aux missions et leurs capacités de prise de décisions. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions (FMS); nous effectuons des mises à niveau de simulateurs; nous fournissons des services de maintenance et de soutien; nous fournissons des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des services professionnels fondés sur la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle; et nous avons une entreprise de logiciels appelée Presagis, qui développe et vend des solutions logicielles prêtes à l'emploi (COTS) pour les constructeurs OEM, les organismes gouvernementaux et les forces armées.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de nos réalisations dans le monde et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement et avons des centres d'excellence dans des marchés clés, notamment en Australie, au Canada, en Allemagne, en Inde, à Singapour, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Nous avons mis en place des procédés d'exploitation à l'échelle mondiale qui nous permettent d'accorder une grande autonomie quant à la prise de décision au sein des régions tout en exploitant la gamme complète de nos produits, services et capacités, ce qui se traduit par une efficacité accrue et des relations solides avec la clientèle.

### **Produits de simulation – Militaire (PS/M)**

*Ce secteur conçoit, construit et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales*

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements militaires de simulation de vol. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des aéronefs de patrouille en mer, et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation pour les forces terrestres et navales, dont des entraîneurs pratiques et des entraîneurs virtuels à la maintenance pour le blindé Abrams et le véhicule de combat Bradley de l'U.S. Army. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d'hélicoptères militaires dans le monde et nous avons aussi élaboré plus de systèmes d'entraînement pour l'avion de transport C-130 Hercules que quiconque dans le monde. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains.

### **Formation et services associés – Militaire (FS/M)**

*Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de maintenance et de soutien, des services professionnels fondés sur la simulation ainsi que des solutions de soutien en service*

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main et une expertise dans l'intégration des systèmes de formation aux forces armées du monde entier, comme le centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) de la base de la Royal Air Force (RAF) de Benson (Royaume-Uni), le programme Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO) des Forces canadiennes, l'école German Army Aviation School à Bückeburg et le système d'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'United States Air Force (USAF) dans 13 bases américaines et internationales. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'entraînement sur simulateur dans quelque 70 établissements dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de services professionnels et de défense fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

### **Tendances et perspectives commerciales**

Nous continuons toujours à voir un bon nombre d'occasions dans le monde pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Ces possibilités émanent de plus en plus de régions où les budgets de la défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où CAE est bien établie. Dans l'ensemble, les forces militaires poursuivent leurs dépenses, mais le processus d'attribution de contrats est plus lent, ce qui donne lieu à certains retards. Trois importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés de la défense du monde. Nous avons ensuite notre solide expérience des plateformes d'appareils dont le cycle de vie devrait être long. Enfin, vient le facteur le plus fondamental, la formation fondée sur la simulation offre une valeur considérable aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et la préparation de leurs troupes.

### **Position mondiale**

Depuis sa création, le secteur militaire de CAE a été diversifié à l'échelle mondiale, car la majorité des dépenses de défense à l'échelle mondiale ont été effectuées à l'extérieur du marché intérieur canadien. Nous exerçons environ le tiers de nos activités aux États-Unis, le tiers en Europe et le tiers dans le reste du monde. Notre carnet de commandes actuel est solide, et nous constatons un large éventail de possibilités à l'échelle mondiale, malgré les pressions exercées sur les gouvernements, principalement aux États-Unis, en Europe continentale et au Royaume-Uni, afin qu'ils réduisent les dépenses concernant la défense dans le cadre des réformes fiscales. Ces pressions ont fait en sorte que certains programmes ont été retardés ou amputés, et il est donc plus difficile de prédire le moment et la taille des occasions aux États-Unis et en Europe. Des pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni ont entrepris la réduction de leur structure de forces, réduction qui se traduira par une baisse du nombre de personnes devant être formées sur les plateformes touchées, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos activités futures. Au même moment, les marchés émergents comme l'Inde, les autres pays d'Asie et le Moyen-Orient prévoient une croissance de leurs dépenses militaires, et nous occupons une place de choix dans ces régions. Comme nos intérêts couvrent plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notre secteur militaire est diversifié dans des marchés dont les dépenses en défense sont variables.

### **Position de nos plateformes**

Au cours des dernières années, nous avons sciemment assuré la position de la Société quant à des plateformes d'appareils dont le cycle de vie, selon nous, sera long. Nous collaborons avec le secteur aérien principalement quant à des plateformes comme des hélicoptères, des appareils de transport, des avions de ravitaillement, des avions de patrouille en mer et des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse. Nous avons déjà fait nos preuves en ce qui concerne le respect du budget et de l'échéancier de livraison des programmes et nous sommes bien positionnés pour fournir aux forces armées des solutions de simulation et d'entraînement pour une série de ces types de plateformes militaires. Ces appareils comprennent l'avion de transport C-130J, les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et P-3C Orion, l'aéronef de ravitaillement KC-46A, l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, l'hélicoptère NH90, les avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse M-346 et Hawk, les variantes des hélicoptères S-70 et H-60, les hélicoptères de transport lourd CH-47 Chinook, les systèmes aériens sans pilote (UAS) et d'autres aéronefs qui font partie des éléments clés sur lesquels s'appuient les forces de défense à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent, bien que ces plateformes ne soient pas immunisées dans certains marchés, les plateformes d'hélicoptères et d'appareils de transport, qui ont des applications dans le secteur de la défense comme dans le secteur humanitaire, ont été relativement épargnées par rapport aux plateformes comme les avions de combat (chasseurs). Aux États-Unis, les coupures budgétaires prévues n'ont pas encore eu d'incidences importantes sur les programmes dans lesquels nous sommes en position dominante, et nous ne prévoyons pas qu'elles se répercuteront sur les programmes comme ceux du MH-60S/R, du C-130J, du P-8A et autres. Au Royaume-Uni, la décision prise en 2011 par la Royal Air Force d'acquérir 14 hélicoptères CH-47 Chinook supplémentaires est une bonne nouvelle pour notre MSHATF. Nos perspectives positives à long terme reposent sur la prévision que la demande mondiale pour des types d'appareils comme le C-130 et le CH-47, qui jouent un rôle militaire crucial en plus de leur rôle humanitaire, se maintiendra. Ces plateformes sont composées de nouveaux types d'appareils nécessitant des programmes à long terme et nous croyons que cela créera pour nous des occasions au cours des dix années à venir.

### **Valeur de l'entraînement fondé sur la simulation**

Diverses études portant sur le secteur suggèrent que les solutions fondées sur la simulation seront en bonne position pour relever quelques-uns des défis qui se posent en matière de budget pour les exploitants du secteur de la défense. Par exemple, selon une étude de marché réalisée en 2012 par ASD Reports, la formation des pilotes militaires sur simulateurs passera de quelque 50 % en 2011 à près de 80 % d'ici 2021. Nous sommes d'avis que nous faisons partie intégrante de la solution qui permettra aux forces de défense de réduire leurs coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation. Jusqu'à présent, certains clients du secteur de la défense ont commencé à intensifier leur recours à la formation fondée sur la simulation afin de réaliser des économies opérationnelles, et nous nous attendons à ce que ce type d'activité se poursuive à long terme, malgré la contraction des forces de défense de certains pays. Les dirigeants des forces de défense et des gouvernements ont clairement exprimé leur volonté de transférer un plus grand nombre d'heures de formation des systèmes d'armement réels aux simulateurs, comme moyen de réaliser des économies récurrentes. À court terme, l'urgence des réductions budgétaires a toutefois fait en sorte que la principale priorité pour les forces de défense est de trouver des domaines où il est possible de faire des compressions, la priorité suivante étant de chercher des moyens de continuer à réaliser des économies, ce qui, d'après nous, se traduira par un recours accru à la simulation. Nous continuons également à rechercher la croissance par le développement de nos compétences de base dans d'autres domaines liés au marché de la défense, comme la formation sur véhicules terrestres et les services professionnels.

### **Éléments moteurs du marché et notre position**

Nous croyons que, dans le contexte actuel, notre capacité de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire est unique. La demande pour nos produits et services sera alimentée par :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- Nature actuelle et future des conflits armés nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération;
- Demande croissante pour la formation traditionnelle à la maison mère.

### **Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation**

Les gouvernements et les forces de défense ont clairement exprimé leur volonté d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle. Des organisations militaires du monde entier ont manifesté la même volonté, plus particulièrement les forces armées des États-Unis et d'autres pays aux prises avec des contraintes budgétaires. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées ne sont pas obligées de former leurs pilotes sur simulateur; par conséquent, l'usage de simulateurs a traditionnellement été plus rare. La simulation comporte de nombreux avantages qui permettent de faire face à la menace croissante à l'échelle mondiale et aux nouvelles contraintes économiques qui font pression sur les dépenses en matière de défense. La modélisation et la simulation permettent la réalisation d'économies considérables. L'USAF estime que la formation sur appareil coûte environ 10 fois plus cher que la formation fondée sur la modélisation et la simulation. Selon la demande de budget du Department of Defence pour l'exercice 2012, les officiers de l'USAF, dans le but de réduire les coûts, ont proposé la baisse du budget de formation au vol. L'USAF promet que, en consacrant davantage de temps à la « formation évoluée sur simulateur », les équipages compenseront la perte de formation au vol. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armement et des aéronefs sont autant d'arguments en faveur d'un recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Ce type de formation est essentiel afin d'assurer la préparation des forces de défense, alors qu'elles sont aux prises avec des menaces nouvelles et complexes.

*Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation*

## Nouvelles plateformes d'avions

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs du secteur de la défense en vue de resserrer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs sont en train de mettre sur le marché de nouvelles plateformes qui devraient alimenter la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Par exemple, Boeing conçoit actuellement un nouvel aéronef de patrouille en mer, le P-8A Poseidon, et a obtenu le contrat de l'U.S. Air Force pour de nouveaux avions-citernes; NH Industries livre actuellement ses hélicoptères NH90; Airbus Military est en train de promouvoir vigoureusement l'avion polyvalent de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) A330, le A400M et son appareil de transport C-295 dans le monde entier; Lockheed Martin a doublé la production du C-130J; Alenia Aermacchi commercialise avec succès les avions d'entraînement de pointe M-346 pour la formation initiale des pilotes de chasse et Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux forces armées et navales du monde entier. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation, et nous disposons de produits à différents stades de conception et de production pour y répondre.

## Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation. Cette application est bien comprise, et elle est utilisée par les forces militaires et les agences civiles du monde entier. Nous sommes d'avis qu'il existe des possibilités de croissance si nous sortons la simulation du simulateur et l'appliquons dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation aux programmes de recherche et de développement de même qu'à la conception et à l'essai des systèmes, à l'analyse des renseignements, à l'intégration et à l'exploitation, et à fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons mis en place un centre national de modélisation et de simulation (CNMS) pour le ministère de la Défense du Brunei. Les Forces armées royales du Brunei et le ministère de la Défense de ce pays ont recours au centre pour analyser les possibilités en matière de structure des forces, pour évaluer et valider les capacités, pour élaborer la doctrine et les tactiques, et pour soutenir les exercices de formation et de répétition de missions.

## Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. Nous avons obtenu des contrats de cette nature au Canada, en Allemagne, en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Durant l'exercice 2011, nous avons annoncé que CAE USA avait remporté un contrat d'une durée prévue de dix ans (sous réserve du financement annuel) portant sur la fourniture de services complets d'entraînement de l'équipage du KC-135 à l'USAF. CAE USA est le maître d'œuvre responsable de la fourniture de services de gestion des programmes, d'instruction en classe et sur simulateur, de maintenance et de logistique, de mises à niveau des dispositifs d'entraînement et de déménagement des dispositifs pour plus de 3 500 membres d'équipage des avions-citernes KC-135 de l'USAF. En Australie, nous avons livré une série de dispositifs d'entraînement pour l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) KC-30A et, après la mise en service, nous fournirons des services de formation complets, y compris des services d'instruction en classe et sur simulateur, à la Royal Australian Air Force.

## Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mise à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, plusieurs constructeurs OEM proposent aux forces armées du monde entier qui utilisent des appareils C-130 une série de mises à niveau des logiciels d'avionique, ce qui rend nécessaires d'importantes mises à niveau des systèmes de formation pour les appareils C-130 déjà en exploitation ou d'éventuels nouveaux systèmes de formation pour ces appareils. Nous avons récemment obtenu un contrat visant d'importantes mises à niveau du simulateur de missions CC-130H des Forces canadiennes. L'USAF modernise également 52 anciens appareils C-5, les faisant passer à la configuration C-5M qui comprend une mise à niveau des logiciels d'avionique et un programme de réingénierie. Durant l'exercice 2011, nous avons remporté un appel d'offres concurrentiel visant la mise à niveau des dispositifs de formation pour les C-5 de l'USAF durant les prochaines années. L'obtention du contrat visant le système d'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'USAF nous a permis de mettre à niveau les dispositifs d'entraînement KC-135, ce qui est nécessaire en raison des importantes mises à niveau des aéronefs et l'obsolescence des simulateurs.

*Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation*

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à faire face à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers.

### *Nature actuelle et future des conflits armés nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération*

#### **Demande de réseautage**

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants au regard de l'intention des forces de défense d'effectuer de plus en plus d'exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique.

#### **Adoption grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions**

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout dans un environnement synthétique, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Par exemple, à notre MSHATF au Royaume-Uni, nous avons fourni un entraînement préalable au déploiement de la Royal Air Force et d'autres forces alliées avant leur déploiement en Afghanistan.

#### *Demande croissante pour la formation traditionnelle à la maison mère*

À mesure que les États-Unis et leurs alliés réduisent le déploiement de leurs troupes de renfort des activités en Afghanistan et ailleurs, il y aura une augmentation de la demande pour la formation traditionnelle à la maison mère. Lorsque les troupes ne participent pas à des opérations réelles, les forces armées doivent s'entraîner pour maintenir leurs aptitudes et leur préparation aux missions. La plupart des organisations militaires s'attendent à un rééquilibrage de la formation sur appareil et de la formation virtuelle et constructive. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine prévoit réduire l'utilisation de la formation sur appareil et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive. Cela entraînera des possibilités pour les dispositifs et les services de formation. Toutefois, la plupart des organisations militaires prévoient également réduire leurs niveaux de force, ce qui se répercutera sur l'infrastructure de formation nécessaire actuelle et future.

## **NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)**

### **Marché des soins de santé**

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Notre objectif est d'offrir aux étudiants et aux praticiens des outils réalistes très complets pour les aider à raffiner leurs compétences et à mieux se préparer à traiter leurs patients. Notre offre, qui intègre la simulation et la modélisation, va de la création de programmes de formation au déploiement d'une gamme étendue de simulateurs par spécialité.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les simulateurs d'échographie; les modules et programmes de formation; et les systèmes de gestion de centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens d'intervenir rapidement lors de mesures cliniques qui peuvent sauver des vies. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux praticiens de s'entraîner et d'acquérir les compétences requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, notamment bronchoscopies, endoscopies et remplacement des valves cardiaques. Nos simulateurs d'échographie associent l'apprentissage en ligne, un mannequin et un affichage 3D animé en temps réel permettant aux apprenants et aux praticiens de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient. Nos programmes d'apprentissage fondé sur la simulation, comme les modules d'apprentissage, l'apprentissage en ligne et les applications mobiles, fournissent des outils de simulation pouvant être intégrés au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, ce qui permet d'optimiser le temps d'apprentissage de l'étudiant grâce à la livraison de contenu à distance, de même que les expériences et l'évaluation autogérées. Les solutions de notre centre de simulation médicale sont conçues pour simplifier la logistique entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement, de débriefing et de planification des événements, de même que l'apprentissage.

À la suite de l'acquisition de Medical Education Technologies, Inc. (METI) au deuxième trimestre de l'exercice 2012, CAE Santé est devenue un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé. METI est un chef de file mondial des technologies de simulation et des logiciels de formation dans le domaine médical comptant quelque 6 000 simulateurs dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. CAE Santé a maintenant des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne et compte plus de 300 employés qui collaborent avec une équipe de 50 formateurs cliniques et un réseau de plus de 40 distributeurs dans 40 pays.

### ***Tendances et perspectives commerciales***

Aujourd'hui, le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation; il englobe l'exploitation, la maintenance et la fourniture de tous les types de technologie de simulation et sa valeur va de quelque 750 millions \$ à 1 milliard \$. Une tranche d'environ 150 millions \$ représente le marché des simulateurs de patients, qui devrait connaître une croissance à deux chiffres au cours des prochaines années en raison du besoin d'assurer la sécurité des patients et d'améliorer l'efficacité et l'efficacité de la formation en soins de santé avec l'aide de la technologie de simulation. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondée sur la simulation pour les praticiens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies.

La simulation médicale permet aux apprenants et aux praticiens d'appliquer les procédures dans un environnement où les erreurs n'entraînent pas de conséquences non souhaitées. Les erreurs médicales entraînent de 50 000 à 100 000 décès par année aux États-Unis seulement, selon le rapport publié par l'Institute of Medicine (IOM) intitulé *To Err is Human: Building a Safer Health System*. Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs de procédures en travaillant essentiellement à changer l'évaluation des compétences et la formation des praticiens en soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela. Outre 793 000 médecins et 67 000 étudiants en médecine, on compte quelque 3 millions d'infirmiers et 250 000 élèves-infirmiers aux États-Unis, ainsi que 8,8 millions de médecins et 14,5 millions d'infirmiers dans le monde.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

#### *Utilisation de simulateurs de patients*

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. Les simulateurs de patients ont été conçus et développés pour un éventail d'applications en matière d'éducation et de formation des praticiens. La simulation de patients réduit la fréquence et la gravité des erreurs médicales tout en améliorant les soins fournis aux patients grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

La simulation de patients offre aussi aux praticiens la possibilité de se pratiquer à soigner des problèmes aigus comme les obstructions des voies aériennes, les arrêts cardiaques, les hémorragies, les états de choc et diverses autres situations d'urgence courantes. Grâce aux simulateurs, les intervenants peuvent acquérir une expérience de chaque situation clinique en évaluant les symptômes, en posant les gestes appropriés et en gérant la réaction du simulateur aux divers traitements.

#### *Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique*

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique (diminution du traumatisme pour le patient et périodes d'hospitalisation plus courtes), on assiste à une augmentation de l'utilisation de cette technique dans un certain nombre de procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique pour diverses procédures font de la chirurgie l'application par excellence pour la simulation dans le secteur des soins de santé.

#### *Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé*

L'intégration de l'imagerie au secteur des soins de santé a augmenté en raison de la réforme de la réglementation sur les soins de santé, du développement de produits technologiques abordables découlant de la technologie et de la sensibilisation accrue du secteur aux avantages de la mise en œuvre de la technologie. La sensibilisation accrue des patients aux options technologiques de remplacement en chirurgie et aux autres procédures médicales a aussi contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs de services à accepter et à mettre en œuvre des technologies de l'information et des technologies évoluées d'imagerie. Par exemple, l'échographie au chevet est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs offrent un formidable potentiel dans la mesure où ils peuvent fournir au chevet du patient des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler. À condition que les praticiens l'utilisant pour effectuer des examens hors laboratoire soient correctement formés, l'appareil d'échographie portable peut représenter un avantage énorme pour l'évaluation au chevet et le traitement des patients en soins intensifs.

#### *Augmentation du coût des soins de santé*

L'augmentation des services de première ligne et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance de la population et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante pour des services liés aux maladies chroniques et au vieillissement de la population. De plus, il existe un consensus parmi les économistes de la santé sur le fait que la hausse du coût et des dépenses de soins de santé découle principalement de l'adoption à grande échelle des technologies médicales et d'un nombre accru de services et de traitements médicaux complexes tant pour les patients hospitalisés que pour les patients externes. L'adoption répandue des technologies médicales et le nombre accru de services médicaux complexes pourraient à la limite se traduire par une augmentation de la demande en produits et services de formation.

### *Pénurie de fournisseurs de services*

On s'attend à des pénuries de médecins dans les secteurs des soins de première ligne, de la médecine familiale et de la médecine spécialisée. Les simulateurs médicaux et chirurgicaux virtuels favoriseront la formation des médecins et des professionnels de la santé en contribuant à soulager les goulots d'étranglement et à améliorer l'efficacité de la formation. Le vieillissement de la population intensifie la demande en soins de santé, tandis que le vieillissement des travailleurs de la santé augmente le risque lié à la rotation de personnel dans les hôpitaux. D'ici 2014, selon le ministère américain de la Santé et des Services à la personne, le pays aura besoin de nouveaux infirmiers à hauteur de 1,2 million pour répondre à la demande, de 500 000 pour remplacer ceux qui quittent la profession et de 700 000 pour satisfaire à la demande croissante de services infirmiers. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux infirmiers en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

### **Marché des mines**

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Afrique du Sud, en Australie, en Inde, au Kazakhstan, au Brésil, au Pérou et au Chili. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires au moyen de la livraison de solutions dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos solutions sont constituées d'un ou de plusieurs produits et services provenant de nos cinq secteurs d'activité. Nous fournissons des logiciels de gestion des données géotechniques, de modélisation géologique aux fins de l'évaluation économique, de la stratégie minière, de la conception et de la production. Nos services de consultation fournissent des conseils sur les études de concept, de pré faisabilité et de faisabilité ainsi que des services de planification des mines aux fins de l'exploitation minière. Nos services de formation vont de l'acquisition des rudiments nécessaires à l'utilisation des logiciels au perfectionnement professionnel approfondi couvrant les techniques multidisciplinaires complexes. Nos appareils de détection à distance servent à saisir des images du front de taille afin de créer des images 3D aux fins de l'analyse structurelle. Nos centres d'activités fournissent des services en matière de conception, de construction, d'intégration et de gestion des centres d'exploitation.

### ***Tendances et perspectives commerciales***

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser les rendements des mines en exploitation;
- Intensification de l'activité d'exploration et d'extraction en raison de la hausse du prix des matières premières;
- Pénurie de compétences en raison de l'expansion rapide dans de nouvelles mines;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Priorité accordée aux questions de santé et sécurité.

### *Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser les rendements des mines en exploitation*

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés dans certaines régions du monde a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé. En raison de la volatilité du prix des minéraux et du coût de l'énergie, le secteur doit adopter une stratégie différente qui privilégie la récupération de métal au lieu de la capacité afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours.

### *Intensification de l'activité d'exploration et d'extraction en raison de la hausse du prix des matières premières*

Le prix des marchandises est déterminé par l'offre et la demande. L'accroissement de la consommation et de l'urbanisation dans les marchés émergents alimente l'augmentation de la demande pour les matières premières, en particulier les matériaux en vrac comme le minerai de fer et le charbon, alors que la conjoncture économique aux États-Unis et en Europe freine la croissance des marchés parvenus à maturité.

Les plus grandes sociétés minières au monde ont annoncé de concert un investissement de plus de 300 milliards \$ pour des programmes d'investissement. Les investissements sont de plus en plus axés sur les gisements situés dans des régions éloignées, ou sur ceux dont l'exploitation est plus exigeante. La plus grande part de l'activité d'exploration est effectuée par de jeunes sociétés minières qui investissent dans des programmes de forage afin de déterminer l'importance des ressources minérales et des réserves de minerai.

### *Pénurie de compétences en raison de l'expansion rapide dans de nouvelles mines*

La pénurie de compétences dans de nombreuses régions exerce des pressions sur les salaires et sur les coûts des projets. À défaut d'une hausse importante du nombre de travailleurs expérimentés ou de la mise en œuvre de nouvelles technologies permettant d'intensifier la production avec moins de travailleurs, la croissance de l'approvisionnement sera entravée.



*Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction*

Les teneurs moyennes sont en baisse alors que la consommation d'énergie est en hausse, entraînant un changement important du prix de base du secteur. Les grandes sociétés minières doivent disposer d'une expertise multidisciplinaire pour surmonter les défis complexes auxquels est confronté le secteur.

*Priorité accordée aux questions de santé et sécurité*

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de santé et sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

#### 4. VARIATIONS DE CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	31 décembre 2011	30 septembre 2011	Diminution	31 mars 2011	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$US)	1,02	1,04	(2 %)	0,97	5 %
Euro (€)	1,32	1,40	(6 %)	1,38	(4 %)
Livre sterling (£)	1,58	1,62	(2 %)	1,56	1 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	31 décembre 2011	30 septembre 2011	Augmentation	31 décembre 2010	Augmentation
Dollar américain (\$US)	1,02	0,98	4 %	1,01	1 %
Euro (€)	1,38	1,38	-	1,38	-
Livre sterling (£)	1,61	1,58	2 %	1,60	1 %

Pour le trimestre, la conversion des résultats de nos filiales autonomes à l'étranger en dollars canadiens s'est traduite par une augmentation de 2,2 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 0,6 million \$ du résultat net par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, la conversion des résultats de nos filiales autonomes à l'étranger s'est traduite par une diminution de 3,3 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 0,6 million \$ du résultat net par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2011.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau de centres de formation**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les IFRS, les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans la différence de conversion (autres réserves), qui est présentée dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement le compte consolidé de résultat de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Australie, Allemagne, Inde, Singapour, Royaume-Uni et États-Unis)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériels qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

#### – Nos activités de produits de simulation au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur le compte consolidé de résultat.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques actuels de volatilité accrue du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

## 5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

### Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

### Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas des secteurs FS/C et NMP, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

### Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

### Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

#### **Dettes nettes**

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

#### **Flux de trésorerie disponibles**

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

#### **Fonds de roulement hors trésorerie**

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

#### **Frais de recherche et de développement**

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

#### **Marge brute**

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, de même que le montant net des autres (profits) pertes.

#### **Nombre équivalent de simulateurs actifs**

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des produits des activités ordinaires au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

#### **Rendement du capital utilisé**

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé.

#### **Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

#### **Résultat opérationnel sectoriel**

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel compte non tenu du montant net des charges financières, des impôts sur le résultat, des activités abandonnées et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

## 6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### 6.1 Résultat opérationnel – Troisième trimestre de l'exercice 2012

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>		<b>T3 2012</b>	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011
Produits des activités ordinaires	\$	<b>453,1</b>	433,5	427,9	465,6	410,8
Coût des ventes	\$	<b>300,2</b>	296,0	288,3	311,0	274,8
Marge brute <sup>2</sup>	\$	<b>152,9</b>	137,5	139,6	154,6	136,0
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	%	<b>33,7</b>	31,7	32,6	33,2	33,1
Frais de recherche et de développement <sup>2</sup>	\$	<b>16,5</b>	15,9	15,2	12,9	9,2
Frais de vente, généraux et d'administration	\$	<b>62,5</b>	59,8	62,3	67,1	61,4
Autres (profits) pertes – montant net	\$	<b>(3,6)</b>	(2,1)	(9,9)	(3,2)	(4,9)
Résultat opérationnel <sup>2</sup>	\$	<b>77,5</b>	63,9	72,0	77,8	70,3
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	%	<b>17,1</b>	14,7	16,8	16,7	17,1
Produits financiers	\$	<b>(1,6)</b>	(2,3)	(1,2)	(1,2)	(1,1)
Charges financières	\$	<b>17,8</b>	17,2	16,1	16,4	16,7
Charges financières – montant net	\$	<b>16,2</b>	14,9	14,9	15,2	15,6
Résultat avant impôts sur le résultat	\$	<b>61,3</b>	49,0	57,1	62,6	54,7
Charge d'impôt sur le résultat	\$	<b>15,2</b>	10,3	13,6	16,6	15,8
<i>En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)</i>	%	<b>25</b>	21	24	27	29
Résultat net	\$	<b>46,1</b>	38,7	43,5	46,0	38,9
Attribuable aux :						
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$	<b>45,6</b>	38,4	43,1	45,5	38,5
Participations ne donnant pas le contrôle	\$	<b>0,5</b>	0,3	0,4	0,5	0,4
	\$	<b>46,1</b>	38,7	43,5	46,0	38,9
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
De base	\$	<b>0,18</b>	0,15	0,17	0,18	0,15
Dilué	\$	<b>0,18</b>	0,15	0,17	0,18	0,15

#### Produits des activités ordinaires en hausse de 5 % par rapport au dernier trimestre et de 10 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011

Les produits des activités ordinaires sont en hausse de 19,6 millions \$ par rapport à ceux du dernier trimestre. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 16,4 millions \$, soit 12 %, principalement en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires au titre des programmes exécutés en Amérique du Nord et de l'incidence favorable du change à la conversion des résultats des établissements aux États-Unis;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 6,8 millions \$, soit 33 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI, acquise en août 2011;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 4,4 millions \$, soit 7 %, principalement en raison de l'intensification de l'activité au titre des programmes de maintenance et de formation en Europe, de l'augmentation du volume au titre des programmes au Canada et de l'incidence favorable du change à la conversion des résultats des établissements aux États-Unis. L'augmentation a été contrebalancée en partie par le recul de l'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 3,9 millions \$, soit 3 %, principalement en raison de l'incidence favorable qu'a eue l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et de la demande accrue dans les marchés émergents et en Europe. La hausse a été contrebalancée en partie par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont diminué de 11,9 millions \$, soit 13 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires comptabilisés ce trimestre à l'égard des ventes de simulateurs déjà construits, contrebalancée en partie par l'intensification des niveaux de production attribuable à la hausse des prises de commandes.

<sup>2</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 5).

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 42,3 millions \$ par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice 2011. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont enregistré une hausse de 16,0 millions \$, soit 144 %, principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI, et à la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont enregistré une hausse de 14,0 millions \$, soit 21 %, principalement attribuable à l'intensification des niveaux de production découlant de la hausse des prises de commandes, contrebalancée en partie par des taux de couverture moins favorables;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 9,8 millions \$, soit 9 %, principalement attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés dans les marchés émergents de même qu'en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, ainsi qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter, acquises en février 2011. L'augmentation a été en partie annulée par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont enregistré une hausse de 3,8 millions \$, soit 6 %, principalement attribuable à l'intensification de l'activité au titre des programmes de maintenance et de formation en Europe ainsi qu'à l'augmentation des produits des activités ordinaires provenant du programme ATS sur le KC-135 aux États-Unis et des programmes au Canada. L'augmentation a été contrebalancée en partie par une diminution de l'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M sont demeurés stables.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 314,5 millions \$, en hausse de 13 % ou de 149,3 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont enregistré une hausse de 62,7 millions \$, soit 32 %, principalement attribuable à l'intensification de la production découlant de la progression des prises de commandes, contrebalancée en partie par des taux de couverture moins favorables;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 33,1 millions \$, soit 10 %, principalement attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés dans toutes les régions, de même qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. L'augmentation a été en partie annulée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont enregistré une hausse de 31,9 millions \$, soit 119 %, principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI, ainsi qu'à la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont enregistré une hausse de 16,9 millions \$, soit 4 %, principalement attribuable à l'augmentation des produits des activités ordinaires au titre des programmes exécutés aux États-Unis et à l'intégration de la division Technology Assisted Learning (TAL) de RTI International; elle a été annulée en partie par la fin d'un programme canadien de formation sur hélicoptères durant l'exercice 2011, l'activité moindre au titre de nos programmes de formation sur hélicoptères en Australie et de nos programmes en Europe, ainsi que l'incidence défavorable du change à la conversion des résultats des établissements aux États-Unis;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont enregistré une hausse de 4,7 millions \$, soit 2 %, principalement attribuable à l'intensification du soutien en service au titre d'un programme au Canada et à la hausse des produits des activités ordinaires au titre des programmes ATS aux États-Unis, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par le recul de l'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

### **Résultat opérationnel en hausse de 13,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 7,2 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011**

Le résultat opérationnel s'est établi à 77,5 millions \$ ce trimestre, soit 17,1 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 63,9 millions \$, soit 14,7 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 70,3 millions \$, soit 17,1 % des produits des activités ordinaires, au troisième trimestre de l'exercice 2011. Exclusion faite des charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI, acquise en août 2011, le résultat opérationnel se serait établi à 72,3 millions \$ pour le trimestre précédent.

Le résultat opérationnel a augmenté de 21 % par rapport au trimestre précédent. Les hausses respectives de 7,2 millions \$, de 6,0 millions \$, de 1,2 million \$ et de 0,7 million \$ pour les secteurs NMP, PS/M, FS/C et FS/M ont été partiellement neutralisées par la baisse de 1,5 million \$ attribuable au secteur PS/C.

Le résultat opérationnel a augmenté de 10 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011. Les hausses respectives de 5,3 millions \$ et de 4,6 millions \$ pour les secteurs PS/C et FS/C ont été partiellement neutralisées par les baisses de 1,7 million \$, de 0,9 million \$ et de 0,1 million \$ attribuables aux secteurs PS/M, FS/M et NMP, respectivement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, le résultat opérationnel s'est établi à 213,4 millions \$, en hausse de 8,6 millions \$ ou de 4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les hausses respectives de 17,3 millions \$ et de 12,2 millions \$ des secteurs FS/C et PS/C ont été contrebalancées en partie par les baisses de 8,4 millions \$, de 8,1 millions \$ et de 4,4 millions \$ des secteurs FS/M, NMP et PS/M, respectivement. Exclusion faite des charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI, le résultat opérationnel des neuf premiers mois de l'exercice 2012 se serait établi à 221,8 millions \$.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

### Montant net des charges financières en hausse de 1,3 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 0,6 million \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011

Le montant net des charges financières a affiché une hausse par rapport au trimestre précédent, qui s'explique essentiellement par l'émission de billets de premier rang à la fin du trimestre précédent par suite du nouveau placement privé, laquelle a donné lieu à une augmentation des intérêts pour le trimestre écoulé.

Le montant net des charges financières a affiché une hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011, qui s'explique essentiellement par l'émission de billets de premier rang à la fin du trimestre précédent par suite du nouveau placement privé, laquelle a donné lieu à une augmentation des intérêts pour le trimestre écoulé, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des intérêts au titre des contrats de location-financement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, le montant net des charges financières s'est établi à 46,0 millions \$, en hausse de 1,2 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par l'émission de billets de premier rang à la fin du trimestre précédent par suite du nouveau placement privé, laquelle a donné lieu à une augmentation des intérêts pour le trimestre écoulé, ce qui a été contrebalancé en partie par l'augmentation des intérêts inscrits à l'actif au titre des immobilisations en cours, la hausse du produit d'intérêts sur les prêts et créances et la baisse des intérêts au titre des contrats de location-financement.

### Taux d'impôt effectif de 25 % ce trimestre

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 15,2 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 25 %, comparativement à 21 % au trimestre précédent et à 29 % au troisième trimestre de l'exercice 2011. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 39,1 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 23 %, comparativement à 28 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La hausse du taux d'impôt effectif par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la comptabilisation, au trimestre précédent, d'actifs d'impôt qui n'avaient pas été comptabilisés antérieurement au titre des pertes opérationnelles nettes aux États-Unis découlant de l'acquisition de METI. Exclusion faite de cet élément, le taux d'impôt effectif du trimestre précédent se serait établi à 28 %.

La baisse du taux d'impôt ce trimestre par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011 s'explique en grande partie par le règlement d'un contrôle fiscal au Canada et par la variation de la proportion des produits provenant de différentes juridictions.

## 6.2 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 514,9 millions \$ à la fin du trimestre. De nouvelles commandes de 385,8 millions \$ ont été enregistrées pendant le trimestre, alors que des produits des activités ordinaires de 453,1 millions \$ ont été tirés du carnet de commandes. L'ajustement négatif de 66,0 millions \$ s'explique en grande partie par la conversion des monnaies étrangères.

### Carnet de commandes en baisse de 4 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos le 31 décembre 2011	Neuf mois clos le 31 décembre 2011
Carnet de commandes en début de période	3 648,2 \$	3 449,0 \$
+ commandes	385,8	1 400,1
- produits des activités ordinaires	(453,1)	(1 314,5)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	(66,0)	(19,7)
Carnet de commandes en fin de période	3 514,9 \$	3 514,9 \$

L'ajustement négatif de 66,0 millions \$ s'explique essentiellement par la conversion des monnaies étrangères. Il est également attribuable à l'annulation d'une commande dans le secteur PS/C et à un ajustement au titre d'un programme de services de défense en raison du retard dans la livraison d'une obligation par son constructeur.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,85. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,05.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

## 7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

- Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

### PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

#### Résultat opérationnel sectoriel

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	<b>T3 2012</b>	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ <b>28,8</b>	27,6	35,5	25,3	24,2
	% <b>23,4</b>	23,2	28,6	20,9	21,4
Produits de simulation – Civil	\$ <b>13,2</b>	14,7	9,7	9,4	7,9
	% <b>16,4</b>	15,9	11,3	12,3	11,8
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ <b>26,9</b>	20,9	18,8	34,0	28,6
	% <b>17,7</b>	15,4	13,9	19,0	18,6
Formation et services associés – Militaire	\$ <b>10,0</b>	9,3	10,6	12,0	10,9
	% <b>14,3</b>	14,2	14,9	15,4	16,5
Nouveaux marchés principaux	\$ <b>(1,4)</b>	(8,6)	(2,6)	(3,9)	(1,3)
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	\$ <b>77,5</b>	63,9	72,0	76,8	70,3
Reprise de la charge de restructuration	\$ -	-	-	1,0	-
Résultat opérationnel	\$ <b>77,5</b>	63,9	72,0	77,8	70,3

#### Capital utilisé<sup>3</sup>

<i>(en millions)</i>	<b>T3 2012</b>	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ <b>1 150,8</b>	1 149,7	1 083,8	1 070,0	1 019,1
Produits de simulation – Civil	\$ <b>65,4</b>	62,9	83,4	58,7	86,8
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ <b>266,7</b>	262,5	282,7	197,9	224,1
Formation et services associés – Militaire	\$ <b>199,0</b>	190,7	205,2	177,7	182,4
Nouveaux marchés principaux	\$ <b>174,5</b>	181,9	44,6	40,4	33,5
	\$ <b>1 856,4</b>	1 847,7	1 699,7	1 544,7	1 545,9

<sup>3</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 5).

## 7.1 Secteurs civils

### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

- Nous avons annoncé une coentreprise avec Cebu Pacific Air visant la création de Philippine Academy for Aviation Training, Inc., un centre de formation aéronautique pour les compagnies aériennes dans la Clark Freeport Zone, aux Philippines. La coentreprise sera également responsable de la formation à la qualification de type des pilotes de Cebu Pacific Air;
- Nous avons entrepris les travaux aux termes d'une entente de soutien de cinq ans avec US Airways. Ceci représente le lancement d'une nouvelle solution axée sur l'efficacité en matière de soutien de longue durée qui permet à des centres de formation aériennes d'améliorer la prévisibilité des horaires de formation grâce à la planification des mises à niveau sur plusieurs années et de réduire ainsi les coûts de formation et de cycle de vie;
- De concert avec InterGlobe Enterprises et Airbus, nous avons tenu une cérémonie d'inauguration d'un centre de formation des pilotes et des techniciens de maintenance à Delhi (Inde). Le centre de formation de Delhi, qui devrait commencer à fournir des solutions de formation des pilotes et des techniciens de maintenance en 2013, sera éventuellement en mesure de former chaque année jusqu'à 5 000 pilotes et techniciens destinés aux compagnies aériennes indiennes et à celles des pays voisins;
- Nous avons annoncé que nous déploierons un nouveau FFS de Série CAE 5000 dans la région de Melbourne (Australie) durant la première moitié de 2012. Ce simulateur servira à la formation des pilotes et des techniciens de maintenance sur l'appareil Hawker Beechcraft King Air 350 doté de l'ensemble avionique ProLine 21;
- Nous avons annoncé que le premier centre de formation pour les jets d'affaires et les hélicoptères civils au Mexique est ouvert et prêt pour la formation des pilotes à Toluca. Les nouveaux FFS pour les avions Bombardier Learjet 40/45 et l'hélicoptère Bell 412 ont récemment été certifiés en vertu de la norme d'équivalence de « niveau D » par la Dirección General de Aeronáutica Civil (DGAC) du Mexique;
- Nous avons annoncé que Dassault Falcon a choisi de faire du partenariat entre CAE Flightscape et RUAG Aviation son fournisseur privilégié en ce qui concerne les services de suivi des données de vol des avions Falcon actuellement en service et de ceux qui seront produits à l'avenir;
- Nous avons annoncé que notre réseau mondial de formation a répondu avec succès aux exigences rigoureuses de l'audit du système qualité Falcon Training Policy Manual (FTPM) de Dassault Aviation. Il s'agit du niveau le plus élevé que peut atteindre une entreprise spécialisée dans la formation au pilotage;
- Nous avons inauguré l'agrandissement de notre centre de formation des pilotes et des agents de bord avec LAN Airlines S.A., un important transporteur d'Amérique latine tant pour les passagers que les marchandises.

### RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 203,7	211,7	210,1	197,2	179,9
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 42,0	42,3	45,2	34,7	32,1
Marges opérationnelles	% 20,6	20,0	21,5	17,6	17,8
Carnet de commandes	\$ 1 469,3	1 466,0	1 311,6	1 290,3	1 098,5

### FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 122,2 millions \$, notamment :

- Un nouveau contrat de services exclusifs de formation avec flydubai, par l'intermédiaire d'Emirates-CAE Flight Training (ECFT), la coentreprise entre le Groupe Emirates et CAE;
- La prolongation d'un contrat de formation des pilotes visant divers appareils avec Dallas Jet International (États-Unis);
- Un nouveau contrat avec Arabian Jets portant sur des services de formation des pilotes sur huit modèles d'avions d'affaires au centre ECFT;
- Un accord à long terme avec Qatar Executive, la filiale d'aviation d'affaires de Qatar Airways, pour des services de formation des pilotes sur Bombardier Global Express XRS (GEX) et Bombardier Challenger 605, au centre ECFT.



## Résultats financiers

(en millions, sauf marges opérationnelles, unités NESA et FFS déployés)

	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 123,0	119,1	124,0	121,0	113,2
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 28,8	27,6	35,5	25,3	24,2
Marges opérationnelles	% 23,4	23,2	28,6	20,9	21,4
Dotation aux amortissements	\$ 21,0	20,0	19,6	19,5	18,9
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 37,6	39,0	23,3	27,5	17,1
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 2,3	2,4	1,9	2,3	2,8
Capital utilisé	\$ 1 150,8	1 149,7	1 083,8	1 070,0	1 019,1
Carnet de commandes	\$ 1 102,8	1 125,4	970,5	986,5	774,2
Unités NESA <sup>4</sup>	140	139	137	132	132
FFS déployés	170	165	160	156	152

### Produits des activités ordinaires en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 9 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'incidence favorable qu'a eue l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et par la demande plus élevée dans les marchés émergents et en Europe. La hausse a été neutralisée en partie par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011 est principalement attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés dans les marchés émergents de même qu'en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, ainsi qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter, acquises en février 2011. L'augmentation a été en partie annulée par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 366,1 millions \$, en hausse de 33,1 millions \$ ou de 10 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés dans toutes les régions, de même qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. L'augmentation a été en partie annulée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

### Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 4 % par rapport au trimestre précédent et de 19 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 28,8 millions \$ (23,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 27,6 millions \$ (23,2 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 24,2 millions \$ (21,4 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2011.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 1,2 million \$, soit 4 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est surtout attribuable à la hausse du résultat opérationnel sectoriel en Europe et à la contribution accrue des activités de formation de CHC Helicopter et des activités de formation initiale.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 4,6 millions \$, soit 19 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011. L'augmentation est attribuable essentiellement à la progression du résultat opérationnel sectoriel dans les marchés émergents ainsi qu'en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, de même qu'au profit lié aux initiatives de croissance stratégique et à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. Cette hausse a été neutralisée en partie par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

Depuis le début de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 91,9 millions \$ (25,1 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 17,3 millions \$, soit 23 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable essentiellement à la progression du résultat opérationnel sectoriel en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, dans les marchés émergents et en Europe, aux profits liés aux initiatives d'expansion stratégique ainsi qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. Cette hausse a été neutralisée en partie par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

### Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 37,6 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 14,4 millions \$ ce trimestre, ce montant comprend le rachat de simulateurs loués faisant déjà partie de notre réseau, et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 23,2 millions \$. Comme les tendances commerciales et les perspectives du secteur de l'aviation civile indiquent une croissance mondiale continue, nous poursuivons l'investissement sélectif dans notre réseau de formation pour suivre le rythme de croissance de nos clients, en particulier dans les marchés émergents, tant dans le secteur de l'aviation commerciale que dans celui de l'aviation d'affaires.

<sup>4</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 5).

**Capital utilisé en hausse de 1,1 million \$ par rapport au trimestre précédent**

L'augmentation du capital utilisé découle essentiellement des investissements dans notre réseau et de la hausse du fonds de roulement hors trésorerie, surtout en raison d'une baisse des comptes créditeurs et des charges à payer; ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'incidence des fluctuations des taux de change.

**Carnet de commandes de 1 102,8 millions \$ à la fin du trimestre**

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos le 31 décembre 2011	Neuf mois clos le 31 décembre 2011
Carnet de commandes en début de période	1 125,4 \$	986,5 \$
+ commandes	122,2	472,6
- produits des activités ordinaires	(123,0)	(366,1)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	(21,8)	9,8
Carnet de commandes en fin de période	<b>1 102,8 \$</b>	<b>1 102,8 \$</b>

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,99. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,29.

**PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL**

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des 11 FFS suivants :

- Un FFS Airbus A320 à Alpha Aviation Group;
- Un FFS Airbus A320 à Philippine Academy for Aviation Training, une coentreprise entre CAE et Cebu Pacific Air;
- Un FFS Airbus A320 et un FFS Boeing 737 à Shanghai Eastern Flight Training Centre;
- Un FFS Airbus A320 et un FFS Boeing 737-800 à Air China;
- Un FFS Airbus A380 et un FFS Boeing 777 à Emirates;
- Un FFS ATR 42/72-600 à ATR;
- Un FFS Boeing 737 à Shandong Airlines;
- Un FFS Bombardier Dash 8 Q400 à Ethiopian Airlines.

Le nombre total de commandes de FFS du secteur PS/C est de 30 depuis le début de l'exercice.

Au cours du trimestre, une commande de FFS d'un exercice antérieur a également été annulée.

**Résultats financiers**

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	<b>T3 2012</b>	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011
Produits des activités ordinaires	\$ <b>80,7</b>	92,6	86,1	76,2	66,7
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>13,2</b>	14,7	9,7	9,4	7,9
<i>Marges opérationnelles</i>	% <b>16,4</b>	15,9	11,3	12,3	11,8
Dotation aux amortissements	\$ <b>1,7</b>	1,8	1,8	1,6	1,8
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ <b>1,3</b>	1,1	1,1	1,3	1,4
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ <b>4,5</b>	5,7	3,9	4,4	4,0
Capital utilisé	\$ <b>65,4</b>	62,9	83,4	58,7	86,8
Carnet de commandes	\$ <b>366,5</b>	340,6	341,1	303,8	324,3

**Produits des activités ordinaires en baisse de 13 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 21 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011**

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires comptabilisés ce trimestre à l'égard des ventes de simulateurs déjà construits, contrebalancée en partie par l'intensification des niveaux de production attribuable à la hausse des prises de commandes.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011 est en grande partie attribuable à l'intensification des niveaux de production découlant de la hausse des prises de commandes, contrebalancée en partie par des taux de couverture moins favorables.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 259,4 millions \$, en hausse de 32 % ou de 62,7 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à l'intensification de la production découlant de la hausse des prises de commandes, contrebalancée en partie par des taux de couverture moins favorables.

### Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 10 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 67 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 13,2 millions \$ (16,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 14,7 millions \$ (15,9 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 7,9 millions \$ (11,8 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2011.

La diminution par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à la baisse du volume et à l'augmentation des frais de recherche et développement, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par une répartition favorable des programmes.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011 s'explique surtout par une répartition favorable des programmes et par la hausse de volume, contrebalancées en partie par l'incidence défavorable du change.

Le résultat opérationnel sectoriel des neuf premiers mois de l'exercice s'est établi à 37,6 millions \$ (14,5 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 48 % ou de 12,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique surtout par la hausse de volume, l'amélioration des marges sur les projets et une répartition favorable des programmes, contrebalancées en partie par l'incidence défavorable du change.

### Capital utilisé en hausse de 2,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par une hausse des immobilisations incorporelles. Le fonds de roulement hors trésorerie est demeuré stable.

### Carnet de commandes en hausse de 8 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos le 31 décembre 2011	Neuf mois clos le 31 décembre 2011
Carnet de commandes en début de période	340,6 \$	303,8 \$
+ commandes	112,4	328,7
- produits des activités ordinaires	(80,7)	(259,4)
+/- ajustements	(5,8)	(6,6)
Carnet de commandes en fin de période	366,5 \$	366,5 \$

Les ajustements du troisième trimestre de l'exercice 2012 reflètent notamment l'annulation d'une commande, qui a été contrebalancée en partie par l'incidence favorable du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,39. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,15.

## 7.2 Secteurs militaires

### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

- Nous avons complété une importante mise à niveau d'un des simulateurs de mission dynamique CH-47 Chinook qui est situé à notre centre Medium Support Helicopter Aircrew Training Facility (MSHATF) au Royaume-Uni; la Royal Air Force (RAF) forme maintenant ses équipages Chinook en fonction de la nouvelle norme CH-47 Mk4. La mise à niveau du simulateur a été faite en parallèle avec les mises à niveau actuellement effectuées sur la flotte CH-47 Chinook de la RAF dans le cadre du programme JULIUS;
- Nous avons annoncé, par l'intermédiaire de notre coentreprise Rotorsim s.r.l. avec AgustaWestland, l'inauguration du programme conjoint de formation sur le NH90 (JNTP) destiné au ministère de la Défense des Pays-Bas;
- Nous avons lancé, par l'intermédiaire de Helicopter Academy to Train by Simulation of Flying (HATSOFF), notre coentreprise avec Hindustan Aeronautics Limited (HAL), les activités de formation sur l'hélicoptère Eurocopter AS365 N3 Dauphin en Inde. Un poste de pilotage AS365 Dauphin construit par CAE a été certifié au « niveau D », soit le niveau le plus élevé dans la classification des simulateurs de vol, par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) indienne et l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA).

**RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS**

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	<b>T3 2012</b>	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011
Produits des activités ordinaires	\$ <b>222,3</b>	201,5	206,4	257,3	219,8
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>36,9</b>	30,2	29,4	46,0	39,5
<i>Marges opérationnelles</i>	% <b>16,6</b>	15,0	14,2	17,9	18,0
Carnet de commandes	\$ <b>2 045,6</b>	2 182,2	2 151,6	2 158,7	2 126,4

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,56 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,89.

Les commandes non financées des secteurs militaires combinés s'établissaient à 269,4 millions \$ au 31 décembre 2011.

**PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE**

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 67,5 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Des mises à niveau du simulateur de missions CC-130H et du simulateur d'hélicoptère CH-146 Griffon des Forces canadiennes;
- Deux simulateurs de maintenance Tornado, un pour la Force aérienne allemande et un pour la Royal Air Force;
- Un simulateur d'hélicoptère de Série CAE 3000 pour un client en Europe;
- Des options supplémentaires aux termes du contrat visant la conception et la construction d'entraîneurs au vol opérationnel P-8A pour Boeing et l'U.S. Navy.

**Résultats financiers**

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	<b>T3 2012</b>	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011
Produits des activités ordinaires	\$ <b>152,4</b>	136,0	135,2	179,3	153,7
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>26,9</b>	20,9	18,8	34,0	28,6
<i>Marges opérationnelles</i>	% <b>17,7</b>	15,4	13,9	19,0	18,6
Dotation aux amortissements	\$ <b>3,1</b>	2,9	2,7	2,9	2,7
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ <b>2,6</b>	3,0	2,8	3,2	2,5
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ <b>5,4</b>	4,3	3,5	3,8	4,2
Capital utilisé	\$ <b>266,7</b>	262,5	282,7	197,9	224,1
Carnet de commandes	\$ <b>812,7</b>	907,4	897,8	888,7	883,0

**Produits des activités ordinaires en hausse de 12 % par rapport au trimestre précédent et stables par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011**

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires au titre des programmes exécutés en Amérique du Nord et par l'incidence favorable du change à la conversion des résultats des établissements aux États-Unis.

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011. La baisse du volume au titre de nos programmes en Europe, d'un programme de formation sur hélicoptères en Australie et de la fin d'un programme canadien de formation sur hélicoptères durant l'exercice 2011 a été compensée par l'augmentation des produits des activités ordinaires au titre de nos programmes exécutés aux États-Unis et l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février 2011.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 423,6 millions \$, en hausse de 4 % ou de 16,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse découle essentiellement de l'augmentation des produits des activités ordinaires au titre des programmes exécutés aux États-Unis et de l'intégration de la division TAL de RTI International; elle a été annulée en partie par la fin d'un programme canadien de formation sur hélicoptères durant l'exercice 2011, l'activité moindre au titre de nos programmes de formation sur hélicoptères en Australie et de nos programmes exécutés en Europe, ainsi que l'incidence défavorable du change à la conversion des résultats des établissements aux États-Unis.

**Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 29 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 6 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 26,9 millions \$ (17,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 20,9 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 28,6 millions \$ (18,6 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2011.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires susmentionnée et par la baisse des frais opérationnels; elle a été contrebalancée en partie par l'augmentation des frais de recherche et développement.

La diminution par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par une baisse de volume au titre des programmes en Europe, la fin d'un programme canadien de formation sur hélicoptères durant l'exercice 2011 et la hausse des frais de recherche et développement. La baisse a été compensée en partie par une répartition favorable des programmes et l'augmentation des produits des activités ordinaires au titre des programmes exécutés en Amérique du Nord et par l'intégration de la division TAL de RTI International.

Le résultat opérationnel sectoriel des neuf premiers mois de l'exercice s'est établi à 66,6 millions \$ (15,7 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 6 % ou de 4,4 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse découle essentiellement de la diminution du volume au titre des programmes exécutés en Europe, de la fin d'un programme canadien de formation sur hélicoptères durant l'exercice 2011 et de la hausse des frais de recherche et développement. La baisse a été contrebalancée en partie par la hausse du volume en Amérique du Nord et l'intégration de la division TAL de RTI International.

#### Capital utilisé en hausse de 4,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par une augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, lequel découle essentiellement de la baisse des comptes créditeurs et charges à payer et des passifs financiers dérivés ainsi que de la hausse des comptes débiteurs et des actifs financiers dérivés, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'augmentation des passifs au titre des contrats en cours.

#### Carnet de commandes en baisse de 10 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos le 31 décembre 2011	Neuf mois clos le 31 décembre 2011
Carnet de commandes en début de période	907,4 \$	888,7 \$
+ commandes	67,5	349,1
- produits des activités ordinaires	(152,4)	(423,6)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	(9,8)	(1,5)
Carnet de commandes en fin de période	812,7 \$	812,7 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,44. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,79.

#### FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 56,6 millions \$, notamment :

- Un contrat avec Professional Way Sdn Bhd, une société établie en Malaisie, portant sur la prestation de services complets de soutien à la maintenance et de soutien du cycle de vie du FFS AW139 de Série CAE 3000 que nous développons actuellement;
- Un contrat pluriannuel portant sur des services complets de formation sur hélicoptères pour un client établi en Asie;
- Un sous-contrat accordé par Lockheed Martin visant les services de maintenance et de soutien dans le cadre du programme de système d'entraînement de l'équipage C-130 de l'USAF.

#### Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 69,9	65,5	71,2	78,0	66,1
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 10,0	9,3	10,6	12,0	10,9
Marges opérationnelles	% 14,3	14,2	14,9	15,4	16,5
Dotations aux amortissements	\$ 5,0	4,0	3,9	5,1	3,0
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 2,1	2,6	3,0	3,2	1,2
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 0,1	0,3	0,2	0,3	0,2
Capital utilisé	\$ 199,0	190,7	205,2	177,7	182,4
Carnet de commandes	\$ 1 232,9	1 274,8	1 253,8	1 270,0	1 243,4

#### Produits des activités ordinaires en hausse de 7 % par rapport au trimestre précédent et de 6 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à l'intensification de l'activité au titre des programmes de maintenance et de formation en Europe, à l'augmentation du volume au titre des programmes au Canada et à l'incidence favorable du change à la conversion des résultats des établissements aux États-Unis. Cette hausse a été contrebalancée en partie par une diminution de l'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011 est principalement attribuable à l'intensification de l'activité au titre des programmes de maintenance et de formation en Europe ainsi qu'à l'augmentation des produits des activités ordinaires provenant du programme ATS sur le KC-135 aux États-Unis et des programmes au Canada. L'augmentation a été contrebalancée en partie par une diminution de l'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 206,6 millions \$, en hausse de 2 % ou de 4,7 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits des activités ordinaires s'explique essentiellement par l'intensification du soutien en service au titre d'un programme au Canada et la hausse des produits des activités ordinaires au titre des programmes ATS aux États-Unis, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par le recul de l'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis.

### Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 8 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 8 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 10,0 millions \$ (14,3 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 9,3 millions \$ (14,2 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 10,9 millions \$ (16,5 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2011.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à la hausse du volume au titre des programmes au Canada et des programmes de maintenance en Europe, contrebalancée en partie par le recul de l'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis.

La diminution par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable au recul de l'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis et à la baisse des marges au titre de certains programmes de formation aux États-Unis, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse du volume au titre des programmes de maintenance en Europe et une meilleure exécution des programmes au Canada et en Australie.

Le résultat opérationnel sectoriel des neuf premiers mois de l'exercice s'est établi à 29,9 millions \$ (14,5 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 22 % ou de 8,4 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique principalement par l'augmentation graduelle du programme ATS sur le KC-135, le recul de l'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis, la baisse du volume et des marges au titre de certains programmes de formation aux États-Unis et la baisse du dividende reçu d'un placement du secteur FS/M au Royaume-Uni. La diminution a été contrebalancée en partie par la baisse des frais de vente, généraux et d'administration et la hausse du soutien en service au titre d'un programme au Canada.

### Capital utilisé en hausse de 8,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par une hausse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, principalement en raison de l'augmentation des paiements anticipés et de la diminution des comptes créditeurs et charges à payer, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par le recul des immobilisations corporelles découlant des fluctuations des taux de change.

### Carnet de commandes en baisse de 3 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos le 31 décembre 2011	Neuf mois clos le 31 décembre 2011
Carnet de commandes en début de période	1 274,8 \$	1 270,0 \$
+ commandes	56,6	190,9
- produits des activités ordinaires	(69,9)	(206,6)
+/- ajustements	(28,6)	(21,4)
Carnet de commandes en fin de période	1 232,9 \$	1 232,9 \$

Les ajustements du trimestre s'expliquent essentiellement par l'incidence défavorable du change et par un ajustement au titre d'un programme de services de défense en raison du retard dans la livraison d'un appareil par son constructeur.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,81. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,09.

## 7.3 Nouveaux marchés principaux

### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Nous avons annoncé que la Société canadienne de soins intensifs endosse maintenant nos séminaires et notre programme d'apprentissage en ligne sur l'échographie;
- Notre Centre d'apprentissage des attitudes et habiletés cliniques (CAAHC) a été accrédité par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada.

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Nous avons inauguré un bureau à Vancouver (Colombie-Britannique), lequel servira l'Ouest canadien.

**COMMANDES**

Les principales ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Simulateurs de patients, systèmes de gestion des centres de simulation et accessoires pour simulateurs au President's Hospital de Moscou (Russie);
- Simulateurs de patients et systèmes de gestion des centres de simulation à Americare Diagnostic Services;
- Systèmes de gestion des centres de simulation au Central New Mexico College d'Albuquerque (États-Unis);
- Simulateurs de patients et systèmes de gestion des centres de simulation à l'Universiti Brunei Darussalam de Jalan Tungku Link (Brunei);
- Simulateurs de patients au Mount Sinai Hospital de New York (États-Unis);
- Systèmes de gestion des centres de simulation à la Tufts University de Boston (États-Unis);
- Simulateurs de patients et accessoires pour simulateurs à l'U.S. Air Force.

Les solutions logicielles de CAE Mines comptent maintenant de nouveaux clients. Les principales ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Logiciels de visualisation et de gestion des procédés et des données à Silver Lake Resources (Australie);
- Systèmes de gestion des données géologiques à Exploraciones Mineras Parreña, S.A. de C.V. (Mexique);
- Systèmes de modélisation géologique et de planification minière à Optiro (Australie).

**Résultats financiers**

(en millions)

	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 27,1	20,3	11,4	11,1	11,1
Résultat opérationnel sectoriel	\$ (1,4)	(8,6)	(2,6)	(3,9)	(1,3)
Dotation aux amortissements	\$ 2,4	1,6	0,8	0,5	0,9
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 0,5	1,0	0,3	0,9	1,0
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ (2,5)	2,9	2,6	2,1	1,8
Capital utilisé	\$ 174,5	181,9	44,6	40,4	33,5

**Produits des activités ordinaires en hausse de 33 % par rapport au trimestre précédent et de 144 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011**

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI, acquise en août 2011.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI, et par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Mines.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 58,8 millions \$, en hausse de 119 % ou de 31,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI, et par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Mines.

**Résultat opérationnel sectoriel en hausse par rapport au trimestre précédent et en baisse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est chiffré à une valeur négative de 1,4 million \$ ce trimestre, comparativement à une valeur négative de 8,6 millions \$ au trimestre précédent et à une valeur négative de 1,3 million \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent.

L'augmentation du résultat opérationnel sectoriel par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par des charges de 8,4 millions \$ comptabilisées au trimestre précédent au titre de l'acquisition et de l'intégration de METI, contrebalancées en partie par la baisse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Mines.

La baisse du résultat opérationnel sectoriel par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par la baisse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Mines, contrebalancée en partie par la hausse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Santé.

Le résultat opérationnel sectoriel des neuf premiers mois de l'exercice s'est chiffré à une valeur négative de 12,6 millions \$ ce trimestre, en baisse de 180 % ou de 8,1 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse du résultat opérationnel sectoriel s'explique par la comptabilisation, pour la période écoulée, de charges de 8,4 millions \$ au titre de l'acquisition et de l'intégration de METI.

### Capital utilisé en baisse de 7,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par le recul des immobilisations incorporelles, lequel est essentiellement attribuable à la comptabilisation de l'aide gouvernementale liée à la technologie et aux droits de propriété intellectuelle acquis, et par l'incidence des fluctuations des taux de change.

## 8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

### 8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	2011	31 décembre 2010	30 septembre 2011	2011	31 décembre 2010
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	73,7 \$	61,1 \$	61,9 \$	207,8 \$	208,1 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(3,3)	(27,2)	67,3	(96,0)	(143,9)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	70,4 \$	33,9 \$	129,2 \$	111,8 \$	64,2 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance <sup>5</sup>	(18,8)	(8,9)	(10,9)	(40,6)	(26,9)
Autres actifs	1,5	(8,0)	(4,2)	(7,5)	(16,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,1	0,1	3,5	28,3	1,4
Dividendes versés	(8,0)	(10,1)	(8,3)	(25,0)	(27,8)
Flux de trésorerie disponibles <sup>5</sup>	46,2 \$	7,0 \$	109,3 \$	67,0 \$	(5,9) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance <sup>5</sup>	(25,3)	(14,3)	(35,8)	(80,7)	(48,2)
Frais de développement inscrits à l'actif	(11,3)	(7,7)	(11,4)	(30,0)	(16,3)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	(0,3)	0,6	1,3	1,1	(7,4)
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	-	(3,7)	(126,1)	(126,1)	(23,3)
Coentreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	(0,8)	-	(1,9)	(27,6)	(1,9)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4,8)	(4,5)	6,1	1,5	(1,5)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	3,7 \$	(22,6) \$	(58,5) \$	(194,8) \$	(104,5) \$

\* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

### Flux de trésorerie disponibles positifs de 46,2 millions \$ ce trimestre

Le recul par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, en partie compensées par la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et la baisse des dépenses liées aux autres actifs.

La progression par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie, à l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités maintenues et au recul des dépenses liées aux autres actifs, facteurs en partie compensés par la hausse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance.

Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 67,0 millions \$, en hausse de 72,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est surtout attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse du produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles, ces facteurs ayant été en partie compensés par la hausse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance.

### Dépenses d'investissement en immobilisations de 44,1 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 25,3 millions \$ ce trimestre et à 80,7 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice. Nous cherchons toujours à élargir sélectivement notre réseau de formation pour obtenir une part de marché supplémentaire, et pour répondre aux demandes de nos clients en matière de formation. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 18,8 millions \$ ce trimestre, ce qui comprend le rachat de simulateurs loués faisant déjà partie de notre réseau, et 40,6 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice.

<sup>5</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 5).



**Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris**

Il n'y a eu aucun mouvement de trésorerie lié aux regroupements d'entreprises ce trimestre, comparativement à 126,1 millions \$ au trimestre précédent, ce qui découlait principalement de l'acquisition de METI.

**9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE****9.1 Capital utilisé consolidé**

<i>(en millions)</i>	31 décembre 2011	30 septembre 2011	31 mars 2011
<b>Utilisation du capital</b>			
Actifs courants	1 090,8 \$	1 053,7 \$	1 049,2 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(241,7)	(227,1)	(276,4)
Passifs courants	(852,7)	(827,0)	(810,1)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	147,6	125,7	86,2
Fonds de roulement hors trésorerie <sup>6</sup>	144,0 \$	125,3 \$	48,9 \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 273,2	1 291,7	1 211,0
Autres actifs non courants	725,9	737,3	557,1
Autres passifs non courants	(537,6)	(542,3)	(500,3)
<b>Total du capital utilisé</b>	<b>1 605,5 \$</b>	<b>1 612,0 \$</b>	<b>1 316,7 \$</b>
<b>Provenance du capital</b>			
Partie courante de la dette à long terme	147,6 \$	125,7 \$	86,2 \$
Dette à long terme	688,0	720,2	574,0
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(241,7)	(227,1)	(276,4)
Dette nette <sup>6</sup>	593,9 \$	618,8 \$	383,8 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	991,8	973,8	914,4
Participations ne donnant pas le contrôle	19,8	19,4	18,5
<b>Provenance du capital</b>	<b>1 605,5 \$</b>	<b>1 612,0 \$</b>	<b>1 316,7 \$</b>

**Capital utilisé en baisse de 6,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La diminution est principalement attribuable à la baisse des immobilisations corporelles et des autres actifs non courants, neutralisée en partie par la hausse du fonds de roulement hors trésorerie et la baisse des autres passifs non courants.

Notre rendement du capital utilisé (RCU)<sup>6</sup> a été de 14,9 % ce trimestre.

**Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 18,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

L'augmentation découle essentiellement de la baisse des passifs financiers dérivés et de la hausse des actifs au titre des contrats en cours, des actifs financiers dérivés, des comptes débiteurs et des paiements anticipés. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des passifs au titre des contrats en cours.

**Montant net des immobilisations corporelles en baisse de 18,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La baisse est surtout attribuable aux fluctuations des taux de change et à la dotation aux amortissements, contrebalancées en partie par les dépenses d'investissement en immobilisations.

**Variation de la dette nette**

<i>(en millions)</i>	Trois mois clos le 31 décembre 2011	Neuf mois clos le 31 décembre 2011
Dette nette en début de période	618,8 \$	383,8 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(3,7)	194,8
Autres	(2,2)	0,1
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	(19,0)	15,2
(Diminution) augmentation de la dette nette pour la période	(24,9) \$	210,1 \$
<b>Dette nette en fin de période</b>	<b>593,9 \$</b>	<b>593,9 \$</b>

Le 1<sup>er</sup> avril 2011, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable de 450,0 millions \$US afin de repousser la date d'échéance de deux ans, celle-ci passant d'avril 2013 à avril 2015.

<sup>6</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 5).

Nous avons aussi un accord aux termes duquel nous vendons certains comptes débiteurs et contrats en cours (programme portant sur des actifs financiers courants) jusqu'à concurrence de 150,0 millions \$. Au 31 décembre 2011, nous avons affecté pour 80,7 millions \$ de comptes débiteurs et pour 60,1 millions \$ de contrats en cours à ce programme.

En août 2011, nous avons émis des billets de premier rang d'une valeur de 150,0 millions \$US aux termes d'un placement privé pour financer l'acquisition de METI et remplacer d'autres obligations existantes à des taux d'intérêt moins élevés. L'échéance moyenne est de 11,7 ans à un taux d'intérêt moyen d'environ 4,5 %; les intérêts étant payables semestriellement en août et en février. Ces billets de premier rang non garantis sont assortis de remboursements fixes de 100,0 millions \$US en 2021 et de 50,0 millions \$US en 2026. Les billets ont été émis en faveur de deux investisseurs institutionnels.

En novembre 2011, nous avons exercé des options d'achat d'un montant de 13,2 millions \$US visant deux simulateurs qui étaient comptabilisés comme des contrats de location-financement, ce qui a donné lieu à une baisse de nos obligations au titre des contrats de location-financement.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus nous permettent de poursuivre notre croissance, de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

#### **Total des capitaux propres en hausse de 18,4 millions \$ ce trimestre**

L'augmentation des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 46,1 millions \$ et d'une variation nette favorable dans la couverture de flux de trésorerie de 13,9 millions \$, contrebalancés en partie par une différence de conversion défavorable de 36,2 millions \$ et des dividendes de 8,0 millions \$.

#### *Informations sur les actions en circulation*

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2011, nous avons au total 257 821 966 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital social de 449,4 millions \$.

Au 31 janvier 2011, nous avons un total de 257 859 064 actions ordinaires émises et en circulation.

## **10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**

### **Acquisitions au cours de l'exercice 2012**

Au 31 décembre 2011, nous avons effectué des transactions de regroupements d'entreprises pour un coût total de 129,7 millions \$.

#### ***Medical Education Technologies, Inc.***

En août 2011, nous avons acquis la totalité des actions de Medical Education Technologies, Inc. (METI). Grâce à cette acquisition, nous accédons à un marché mondial, élargissons notre gamme de produits et de services, et acquérons une technologie fondée sur la simulation dans le domaine de la santé.

L'évaluation provisoire de la juste valeur de l'actif identifiable net acquis et du passif identifiable net pris en charge dans le cadre de l'acquisition susmentionnée n'a pas changé depuis la fin de la période close le 30 septembre 2011 et est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 39,0 millions \$ (y compris la technologie et les relations avec des clients), est toujours provisoire pour la période close le 31 décembre 2011 et le demeurera jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs ait été finalisée.

Un goodwill provisoire de 99,1 millions \$ découlant de l'acquisition de METI est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Une plateforme qui nous propulse immédiatement en position importante en nous permettant d'accéder au marché des simulateurs de patients, un important secteur du marché de la simulation dans le domaine de la santé;
- Une augmentation de la clientèle de CAE Santé, ce qui lui permet d'offrir sa gamme de solutions à un marché beaucoup plus important;
- Une équipe de direction chevronnée composée d'experts en la matière ayant de vastes connaissances du secteur.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 9,7 millions \$, déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 0,8 million \$.

Des produits des activités ordinaires de 22,2 millions \$ et un résultat opérationnel de 1,4 million \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre de METI depuis l'acquisition. Si METI avait été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel supplémentaires de METI à hauteur de 31,0 millions \$ et de 1,8 million \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE, mais ont été ajustés pour refléter nos méthodes comptables si nécessaire. Les montants sont présentés à titre d'informations supplémentaires et ne sont pas nécessairement représentatifs de notre rendement futur.

**Haptica Limited**

En juillet 2011, nous avons acquis les actifs et la propriété intellectuelle de Haptica Limited (Haptica). L'acquisition élargit la gamme de produits de simulation chirurgicale de CAE Santé.

La juste valeur de l'actif net identifiable acquis et du passif net identifiable pris en charge est également présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des actifs identifiables acquis s'élève à 0,7 million \$ (y compris la technologie et les droits de propriété intellectuelle), et aucun goodwill ne découle de l'acquisition.

**Autres**

Les ajustements de l'actif net identifiable acquis et du passif net identifiable pris en charge au titre de certaines acquisitions effectuées à l'exercice 2011 ont également été finalisés au cours de la période, ce qui s'est traduit par une baisse nette de 0,3 million \$ du goodwill. Le solde de la contrepartie conditionnelle au titre des acquisitions des exercices antérieurs s'établit à 12,3 millions \$ et pourrait devoir être payé si certaines conditions sont réunies.

L'actif net acquis et le passif net pris en charge dans le cadre des acquisitions sont présentés ci-dessous :

<i>(en millions)</i>	<b>Neuf mois clos le 31 décembre 2011</b>
Actif courant <sup>1)</sup>	17,3 \$
Passif courant	(19,6)
Immobilisations corporelles	3,3
Autres actifs	0,1
Immobilisations incorporelles, à l'exclusion du goodwill	39,7
Goodwill <sup>2)</sup>	99,1
Passifs d'impôt différé	(8,1)
Passif non courant	(5,4)
<b>Juste valeur de l'actif net, compte non tenu de la situation de trésorerie à l'acquisition</b>	<b>126,4 \$</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	3,3
<b>Contrepartie totale</b>	<b>129,7 \$</b>
Prix d'achat à payer	(0,3)
<b>Contrepartie totale en trésorerie</b>	<b>129,4 \$</b>

<sup>1)</sup> Compte non tenu des fonds en caisse.

<sup>2)</sup> Ce goodwill ne peut pas être déduit aux fins fiscales.

Le tableau suivant présente les changements du goodwill :

<i>(en millions)</i>	<b>Trois mois clos les 31 décembre</b>		<b>Neuf mois clos les 31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	2010	<b>2011</b>	2010
Valeur comptable à l'ouverture de la période	<b>307,4 \$</b>	179,8 \$	<b>195,1 \$</b>	161,9 \$
Acquisition de filiales	<b>(0,3)</b>	-	<b>99,0</b>	14,6
Différences de conversion	<b>(6,1)</b>	(4,8)	<b>6,9</b>	(1,5)
Valeur comptable à la clôture de la période	<b>301,0 \$</b>	175,0 \$	<b>301,0 \$</b>	175,0 \$

**11. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES**

Il n'y a eu aucune modification des conventions comptables au cours de la période écoulée.

## 12. MISE EN ŒUVRE DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Le 1<sup>er</sup> avril 2010, nous avons commencé à présenter nos résultats financiers conformément aux IFRS. Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour les neuf mois clos le 31 décembre 2011, qui ont été préparés conformément aux normes IAS 34 *Information financière intermédiaire* et IFRS 1 *Première application des Normes internationales d'information financière*, publiées par l'IASB, ainsi qu'avec le rapport de gestion de l'exercice 2011. Les chiffres comparatifs de chaque période de l'exercice clos le 31 mars 2011 ont été retraités afin d'être conformes aux IFRS. Se reporter à la note 2, Première application des IFRS, afférente à nos états financiers consolidés pour des précisions sur les ajustements les plus significatifs.

Les différences de normes comptables et les répercussions relevées ne sont ni complètes, ni définitives, l'information présentée à la note 2, Première application des IFRS, de nos états consolidés intermédiaires reflétant nos hypothèses, estimations et attentes actuelles, lesquelles sont susceptibles d'être modifiées. Toute modification subséquente apportée aux IFRS publiées et en vigueur au 31 décembre 2011 pourrait donner lieu au retraitement de nos états financiers consolidés intermédiaires, y compris les ajustements à la transition comptabilisés lors du passage aux IFRS. De plus, des décisions définitives concernant les conventions comptables n'ont pas besoin d'être prises avant la préparation des états financiers annuels de l'exercice 2012.

## 13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du troisième trimestre clos le 31 décembre 2011, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière de la Société examinent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et procèdent à une évaluation chaque trimestre. À la fin du troisième trimestre, le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière étaient satisfaits de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

## 14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(non audités)

(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Total à ce jour
<b>Exercice 2012 – IFRS</b>					
Produits des activités ordinaires	\$ 427,9	433,5	453,1	<sup>1)</sup>	1 314,5
Résultat net	\$ 43,5	38,7	46,1	<sup>1)</sup>	128,3
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 43,1	38,4	45,6	<sup>1)</sup>	127,1
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 0,4	0,3	0,5	<sup>1)</sup>	1,2
Résultat de base par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,17	0,15	0,18	<sup>1)</sup>	0,49
Résultat dilué par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,17	0,15	0,18	<sup>1)</sup>	0,49
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	257,6	<sup>1)</sup>	257,3
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	258,0	<sup>1)</sup>	258,1
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	\$ 0,97	0,98	1,02	<sup>1)</sup>	0,99
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,39	1,38	1,38	<sup>1)</sup>	1,39
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,58	1,58	1,61	<sup>1)</sup>	1,59
<b>Exercice 2011 – IFRS</b>					
					Total
Produit des activités ordinaires	\$ 366,4	388,0	410,8	465,6	1 630,8
Résultat net	\$ 36,6	39,4	38,9	46,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 37,2	39,1	38,5	45,5	160,3
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ (0,6)	0,3	0,4	0,5	0,6
Résultat de base par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,15	0,15	0,15	0,18	0,62
Résultat dilué par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,14	0,15	0,15	0,18	0,62
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	256,8	256,9	256,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,8	257,1	257,7	258,2	257,5
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	\$ 1,03	1,04	1,01	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,31	1,34	1,38	1,35	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,53	1,61	1,60	1,58	1,58
<b>Exercice 2010 – PCGR du Canada</b>					
					Total
Produits des activités ordinaires	\$ 383,0	364,5	382,9	395,9	1 526,3
Résultat des activités maintenues	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Résultat de base par action des activités maintenues	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Résultat dilué par action des activités maintenues	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Résultat net	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Résultat de base par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Résultat dilué par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	255,4	255,6	255,9	256,4	255,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,4 <sup>2)</sup>	255,6 <sup>2)</sup>	255,9 <sup>2)</sup>	256,4 <sup>2)</sup>	255,8 <sup>2)</sup>
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	\$ 1,17	1,10	1,06	1,04	1,09
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,59	1,57	1,56	1,44	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,81	1,80	1,73	1,63	1,74

<sup>1)</sup> Non disponible<sup>2)</sup> Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les périodes présentées, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base et celui utilisé pour le calcul du résultat dilué sont les mêmes.

## État consolidé de la situation financière

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	31 décembre 2011	31 mars 2011
<b>Actif</b>			(Note 2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		241,7 \$	276,4 \$
Comptes débiteurs	5	312,8	296,8
Contrats en cours : actifs		251,6	230,5
Stocks		145,3	124,3
Paiements d'avance		46,5	43,5
Impôts sur le résultat à recouvrer		80,2	58,8
Actifs financiers dérivés		12,7	18,9
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>1 090,8 \$</b>	<b>1 049,2 \$</b>
Immobilisations corporelles		1 273,2	1 211,0
Immobilisations incorporelles		530,4	375,8
Actifs d'impôt différé		25,1	20,7
Actifs financiers dérivés		8,8	11,6
Autres actifs		161,6	149,0
<b>Total de l'actif</b>		<b>3 089,9 \$</b>	<b>2 817,3 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Comptes créditeurs et charges à payer		529,3 \$	551,9 \$
Provisions		23,1	20,9
Impôts sur le résultat à payer		9,5	12,9
Contrats en cours : passifs		126,7	125,8
Partie courante de la dette à long terme	6	147,6	86,2
Passifs financiers dérivés		16,5	12,4
<b>Total du passif courant</b>		<b>852,7 \$</b>	<b>810,1 \$</b>
Provisions		9,4	10,4
Dette à long terme	6	688,0	574,0
Obligations relatives aux redevances		158,0	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel		96,6	62,8
Profits différés et autres passifs non courants		180,9	187,6
Passifs d'impôt différé		80,2	64,5
Passifs financiers dérivés		12,5	13,4
<b>Total du passif</b>		<b>2 078,3 \$</b>	<b>1 884,4 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital social		449,4 \$	440,7 \$
Surplus d'apport		19,3	17,1
Autres réserves		(8,9)	(9,8)
Résultats non distribués		532,0	466,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		991,8 \$	914,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		19,8	18,5
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>1 011,6 \$</b>	<b>932,9 \$</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>3 089,9 \$</b>	<b>2 817,3 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Compte consolidé de résultat

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens,</i> <i>sauf les montants par action)</i>	Notes	Trois mois clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
		2011	2010	2011	2010
			(Note 2)		(Note 2)
Produits des activités ordinaires	13	453,1 \$	410,8 \$	1 314,5 \$	1 165,2 \$
Coût des ventes		300,2	274,8	884,5	771,0
<b>Marge brute</b>		<b>152,9 \$</b>	136,0 \$	<b>430,0 \$</b>	394,2 \$
Frais de recherche et de développement		16,5	9,2	47,6	31,6
Frais de vente, généraux et d'administration		62,5	61,4	184,6	172,8
Autres (profits) pertes – montant net	9	(3,6)	(4,9)	(15,6)	(15,0)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>77,5 \$</b>	70,3 \$	<b>213,4 \$</b>	204,8 \$
Produits financiers	6	(1,6)	(1,1)	(5,1)	(3,2)
Charges financières	6	17,8	16,7	51,1	48,0
Charges financières – montant net		16,2 \$	15,6 \$	46,0 \$	44,8 \$
<b>Résultat avant impôts sur le résultat</b>		<b>61,3 \$</b>	54,7 \$	<b>167,4 \$</b>	160,0 \$
Charge d'impôt sur le résultat		15,2	15,8	39,1	45,1
<b>Résultat net</b>		<b>46,1 \$</b>	38,9 \$	<b>128,3 \$</b>	114,9 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		45,6 \$	38,5 \$	127,1 \$	114,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		0,5	0,4	1,2	0,1
		46,1 \$	38,9 \$	128,3 \$	114,9 \$
<b>Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>					
De base et dilué	7	0,18 \$	0,15 \$	0,49 \$	0,45 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé du résultat global

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trois mois clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
<b>Résultat net</b>	<b>46,1 \$</b>	<b>38,9 \$</b>	<b>128,3 \$</b>	<b>114,9 \$</b>
Autres éléments du résultat global				
<b>Différence de conversion</b>				
Différence de conversion nette liée aux états financiers des établissements à l'étranger	(39,9) \$	(42,7) \$	18,6 \$	(16,1) \$
Variation nette des profits (pertes) sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	4,2	3,7	(7,3)	2,8
Reclassement en résultat	–	(0,6)	–	(0,6)
Impôts sur le résultat	(0,5)	(0,5)	1,4	(0,9)
	<b>(36,2) \$</b>	<b>(40,1) \$</b>	<b>12,7 \$</b>	<b>(14,8) \$</b>
<b>Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie</b>				
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	13,1 \$	13,9 \$	(14,8) \$	6,1 \$
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie virées au résultat net ou aux actifs ou passifs non financiers connexes	6,4	(1,9)	(0,2)	(7,5)
Impôts sur le résultat	(5,6)	(3,3)	3,3	0,7
	<b>13,9 \$</b>	<b>8,7 \$</b>	<b>(11,7) \$</b>	<b>(0,7) \$</b>
<b>Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies</b>				
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	2,5 \$	(0,5) \$	(42,3) \$	(8,5) \$
Impôts sur le résultat	(0,7)	0,1	11,7	2,2
	<b>1,8 \$</b>	<b>(0,4) \$</b>	<b>(30,6) \$</b>	<b>(6,3) \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(20,5) \$</b>	<b>(31,8) \$</b>	<b>(29,6) \$</b>	<b>(21,8) \$</b>
<b>Résultat global total</b>	<b>25,6 \$</b>	<b>7,1 \$</b>	<b>98,7 \$</b>	<b>93,1 \$</b>
<b>Résultat global total attribuable aux :</b>				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	25,2 \$	6,9 \$	97,4 \$	93,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,2	1,3	0,1
Résultat global total	<b>25,6 \$</b>	<b>7,1 \$</b>	<b>98,7 \$</b>	<b>93,1 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.



## États consolidés des variations en capitaux propres

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société									
(non auditées) Neuf mois clos le 31 décembre 2011 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Autres réserves	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Soldes à l'ouverture de la période		256 964 756	440,7 \$	17,1 \$	(9,8) \$	466,4 \$	914,4 \$	18,5 \$	932,9 \$
Résultat net		-	-	-	-	127,1	127,1	1,2	128,3
Autres éléments du résultat global :									
Différence de conversion		-	-	-	12,6	-	12,6	0,1	12,7
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie		-	-	-	(11,7)	-	(11,7)	-	(11,7)
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(30,6)	(30,6)	-	(30,6)
Résultat global total		-	- \$	- \$	0,9 \$	96,5 \$	97,4 \$	1,3 \$	98,7 \$
Options sur actions exercées		283 975	2,0	-	-	-	2,0	-	2,0
Achat facultatif au comptant		599	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes en actions	7	572 636	5,9	-	-	(5,9)	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	0,8	(0,8)	-	-	-	-	-
Paievements fondés sur des actions		-	-	3,0	-	-	3,0	-	3,0
Dividendes	7	-	-	-	-	(25,0)	(25,0)	-	(25,0)
Soldes à la clôture de la période		257 821 966	449,4 \$	19,3 \$	(8,9) \$	532,0 \$	991,8 \$	19,8 \$	1 011,6 \$

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société									
(non auditées) Neuf mois clos le 31 décembre 2010 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Autres réserves	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Soldes à l'ouverture de la période		256 516 994	436,3 \$	14,2 \$	11,4 \$	338,5 \$	800,4 \$	18,0 \$	818,4 \$
Résultat net		-	-	-	-	114,8	114,8	0,1	114,9
Autres éléments du résultat global :									
Différence de conversion		-	-	-	(14,8)	-	(14,8)	-	(14,8)
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie		-	-	-	(0,7)	-	(0,7)	-	(0,7)
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(6,3)	(6,3)	-	(6,3)
Résultat global total		-	- \$	- \$	(15,5) \$	108,5 \$	93,0 \$	0,1 \$	93,1 \$
Options sur actions exercées		267 225	1,8	-	-	-	1,8	-	1,8
Dividendes en actions	7	38 222	0,4	-	-	(0,4)	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	0,7	(0,7)	-	-	-	-	-
Paievements fondés sur des actions		-	-	3,4	-	-	3,4	-	3,4
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,4)
Dividendes	7	-	-	-	-	(27,8)	(27,8)	-	(27,8)
Soldes à la clôture de la période		256 822 441	439,2 \$	16,9 \$	(4,1) \$	418,6 \$	870,6 \$	17,9 \$	888,5 \$

Le total des résultats non distribués et des autres réserves pour les neuf mois clos le 31 décembre 2011 s'est élevé à 523,1 millions \$ (414,5 millions \$ au 31 décembre 2010).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

*(non audités)**Neuf mois clos les 31 décembre**(montants en millions de dollars canadiens)*

	Notes	2011	2010
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat net		128,3 \$	114,9 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		68,0	63,2
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		24,3	16,9
Amortissement des frais de financement	6	1,3	1,3
Impôts sur le résultat différés		18,2	25,4
Crédits d'impôt à l'investissement		(10,6)	(9,1)
Paievements fondés sur des actions		1,2	14,6
Régimes de retraite à prestations définies		(9,0)	(8,4)
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(8,5)	(5,3)
Autres		(5,4)	(5,4)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	10	(96,0)	(143,9)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>		<b>111,8 \$</b>	<b>64,2 \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	3	(126,1) \$	(23,3) \$
Coentreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	4	(27,6)	(1,9)
Dépenses d'investissement au titre des immobilisations corporelles		(121,3)	(75,1)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		28,3	1,4
Frais de développement inscrits à l'actif		(30,0)	(16,3)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(12,3)	(12,3)
Autres		4,8	(4,5)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>(284,2) \$</b>	<b>(132,0) \$</b>
<b>Activités de financement</b>			
Emprunt net aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		14,2 \$	– \$
Incidence nette du programme portant sur des actifs financiers courants		10,4	–
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		182,1	35,5
Remboursement sur la dette à long terme		(26,7)	(37,8)
Produit tiré des contrats de location-financement		–	11,0
Remboursement sur contrats de location-financement		(19,9)	(26,5)
Dividendes versés	7	(25,0)	(27,8)
Émission d'actions ordinaires		2,0	1,8
Autres		(0,9)	(9,2)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>136,2 \$</b>	<b>(53,0) \$</b>
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>(36,2) \$</b>	<b>(120,8) \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>		<b>276,4</b>	<b>312,9</b>
<b>Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>		<b>1,5</b>	<b>(1,5)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>		<b>241,7 \$</b>	<b>190,6 \$</b>
Information supplémentaire :			
Intérêts payés		35,1 \$	39,3 \$
Intérêts reçus		4,3	3,3
Impôts payés		23,4	9,9

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

(sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 8 février 2012.

## NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des services liés aux dispositifs de simulation, et mettent au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les aviateurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé, ainsi que l'industrie minière. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en cinq secteurs :

- i) Formation et services associés – Civil (FS/C) : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires, ainsi que de la formation sur hélicoptères au personnel navigant, aux membres d'équipage, au personnel de maintenance et au personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés;
- ii) Produits de simulation – Civil (PS/C) : conçoit, construit et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- iii) Produits de simulation – Militaire (PS/M) : conçoit, construit et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iv) Formation et services associés – Militaire (FS/M) : fournit des services de formation clés en main, des services de maintenance et de soutien, des services professionnels fondés sur la simulation ainsi que des solutions de soutien en service;
- v) Nouveaux marchés principaux (NMP) : conçoit, réalise et fournit des services et de l'équipement de formation en soins de santé ainsi que des services et des outils pour le secteur minier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

### Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les cycles du marché et les fluctuations saisonnières influent sur les secteurs opérationnels de la Société à divers degrés. Par conséquent, le rendement opérationnel d'une période intermédiaire donnée n'est pas nécessairement représentatif du rendement d'un exercice complet.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend de l'équipement directement aux compagnies aériennes; dans la mesure où les effets des cycles d'expansion et de contraction se font sentir sur l'ensemble du secteur de l'aviation commerciale, ils influent aussi sur le rendement de la Société. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil sont tributaires des fluctuations saisonnières dans le secteur aérien, c'est-à-dire que pendant les périodes de pointe (soit les vacances), les pilotes d'avions et de jets d'affaires sont généralement occupés à effectuer des vols plutôt qu'à assister à des formations. L'inverse est également vrai; les pilotes ont tendance à suivre plus de formations lorsque les déplacements sont moins nombreux. En conséquence, la Société a historiquement enregistré une demande plus forte en services de formation au premier et au quatrième trimestres de son exercice et une demande plus faible au deuxième et au troisième trimestres.

La nature unique des contrats militaires et la fréquence irrégulière à laquelle ils sont octroyés peuvent influencer sur les prises de commandes des secteurs militaires.

### Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont celles présentées dans la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2011. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés intermédiaires de CAE ont été établis selon la Partie I du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) (soit les normes IFRS). Les méthodes comptables et la base d'établissement diffèrent de celles qui sont présentées dans le rapport annuel de l'exercice clos le 31 mars 2011, lequel a été préparé conformément à la Partie V du Manuel de l'ICCA (soit les PCGR du Canada antérieurs). L'incidence qu'a eue la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS sur les capitaux propres, la performance financière et les flux de trésorerie de la Société est décrite en détail à la note 2. Les chiffres comparatifs pour l'exercice 2011 qui figurent dans les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été retraités pour tenir compte de ces changements.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux IFRS régissant la préparation d'états financiers intermédiaires, dont IAS 34 (*Information financière intermédiaire*) et IFRS 1 (*Première application des Normes internationales d'information financière*). Les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires sont les mêmes que dans les états financiers intermédiaires de la Société pour la période close le 30 juin 2011.

Les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires sont fondées sur les IFRS publiées et en vigueur au 8 février 2012, date à laquelle le conseil d'administration a approuvé les états financiers. Toute modification ultérieure des IFRS prenant effet dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012 pourrait donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires, y compris les ajustements transitoires comptabilisés lors de la transition aux IFRS.

Les états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de la Société établis conformément aux PCGR du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 2011 et les états financiers consolidés intermédiaires de la Société établis conformément aux IFRS pour le trimestre clos le 30 juin 2011.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants qui sont évalués à la juste valeur : instruments financiers dérivés; instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net; certains actifs financiers disponibles à la vente; et passifs au titre des accords de paiement fondés sur des actions réglés en trésorerie, et modifiés par les arrangements transitoires permis selon IFRS 1 (voir la note 2).

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

## NOTE 2 – PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS

### Première application

Jusqu'à l'exercice clos le 31 mars 2011 inclusivement, la Société établissait ses états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada antérieurs. Pour les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, la Société a adopté les IFRS dans ses états financiers consolidés. Par conséquent, pour la période intermédiaire close le 31 décembre 2011, la Société a préparé ses états financiers selon les IFRS.

La présente note explique les principaux ajustements apportés par la Société dans le cadre du retraitement de ses états financiers établis selon les PCGR du Canada pour les trois mois et les neuf mois clos le 31 décembre 2010. Une explication détaillée des ajustements au titre des IFRS, y compris les ajustements apportés aux capitaux propres au 1<sup>er</sup> avril 2010, est fournie dans les états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2011.

Les différences de méthodes comptables et les répercussions relevées ne sont ni exhaustives, ni définitives, étant donné que l'information présentée ci-après reflète les hypothèses, estimations et attentes de la Société à l'heure actuelle, lesquelles peuvent toutes être modifiées. Toute modification ultérieure apportée aux IFRS publiées et en vigueur au 31 décembre 2011 pourrait entraîner un retraitement aux présents états financiers intermédiaires ainsi qu'aux ajustements transitoires comptabilisés lors du passage aux IFRS. En outre, les décisions définitives quant aux méthodes comptables n'ont pas à être prises avant l'achèvement des états financiers annuels de l'exercice 2012.

### Rapprochement des capitaux propres selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Notes	31 décembre 2010
Capitaux propres selon les PCGR du Canada		1 233,6 \$
Diminution découlant des ajustements liés aux IFRS :		
Aide gouvernementale*	A	(103,5)
Immobilisations corporelles*	B	(64,1)
Avantages du personnel	C	(62,6)
Coûts d'emprunt*	D	(24,6)
Contrats de location*	E	(23,4)
Produits des activités ordinaires	F	(5,8)
Impôts sur le résultat et autres	G	(79,0)
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société selon les IFRS		870,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		17,9
<b>Capitaux propres selon les IFRS</b>		<b>888,5 \$</b>

\* Certaines incidences fiscales de ces ajustements sont prises en compte dans les impôts sur le résultat et autres.

## Rapprochement du résultat net selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

(non auditées) (montants en millions, sauf les montants par action)	Notes	Trois mois clos le 31 décembre 2010			Neuf mois clos le 31 décembre 2010		
		PCGR du Canada	Ajustement	IFRS	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
Produits des activités ordinaires	F	411,3 \$	(0,5) \$	<b>410,8 \$</b>	1 164,6 \$	0,6 \$	<b>1 165,2 \$</b>
Coût des ventes	A, B, D-F	280,0	(5,2)	<b>274,8</b>	787,2	(16,2)	<b>771,0</b>
<b>Marge brute</b>		<b>131,3 \$</b>	<b>4,7 \$</b>	<b>136,0 \$</b>	<b>377,4 \$</b>	<b>16,8 \$</b>	<b>394,2 \$</b>
Frais de recherche et développement		9,2	–	<b>9,2</b>	31,6	–	<b>31,6</b>
Frais de vente, généraux et d'administration	A, C, D, G	61,7	(0,3)	<b>61,4</b>	172,3	0,5	<b>172,8</b>
Autres pertes (profits) – montant net		(4,4)	(0,5)	<b>(4,9)</b>	(15,4)	0,4	<b>(15,0)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>64,8 \$</b>	<b>5,5 \$</b>	<b>70,3 \$</b>	<b>188,9 \$</b>	<b>15,9 \$</b>	<b>204,8 \$</b>
Produits financiers	A	(1,0)	(0,1)	<b>(1,1)</b>	(3,0)	(0,2)	<b>(3,2)</b>
Charges financières	A, D, E	9,4	7,3	<b>16,7</b>	25,9	22,1	<b>48,0</b>
Charges financières – montant net		8,4 \$	7,2 \$	<b>15,6 \$</b>	22,9 \$	21,9 \$	<b>44,8 \$</b>
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>		<b>56,4 \$</b>	<b>(1,7) \$</b>	<b>54,7 \$</b>	<b>166,0 \$</b>	<b>(6,0) \$</b>	<b>160,0 \$</b>
Charge d'impôt sur le résultat	G	15,7	0,1	<b>15,8</b>	45,9	(0,8)	<b>45,1</b>
<b>Résultat net</b>		<b>40,7 \$</b>	<b>(1,8) \$</b>	<b>38,9 \$</b>	<b>120,1 \$</b>	<b>(5,2) \$</b>	<b>114,9 \$</b>
Attribuable aux :							
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		40,7 \$	(2,2) \$	<b>38,5 \$</b>	120,1 \$	(5,3) \$	<b>114,8 \$</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		–	0,4	<b>0,4</b>	–	0,1	<b>0,1</b>
<b>Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>							
De base		0,16 \$	(0,01) \$	<b>0,15 \$</b>	0,47 \$	(0,02) \$	<b>0,45 \$</b>
Dilué		0,16	(0,01)	<b>0,15</b>	0,47	(0,02)	<b>0,45</b>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)		256,8	–	<b>256,8</b>	256,6	–	<b>256,6</b>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)		257,5	0,2	<b>257,7</b>	257,0	0,2	<b>257,2</b>

**Rapprochement du résultat global selon les PCGR du Canada et selon les IFRS**

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Notes	Trois mois clos le 31 décembre 2010			Neuf mois clos le 31 décembre 2010		
		PCGR du Canada	Ajustement	IFRS	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
<b>Résultat net</b>		40,7 \$	(1,8) \$	<b>38,9 \$</b>	120,1 \$	(5,2) \$	<b>114,9 \$</b>
Autres éléments du résultat global :							
Différences de conversion	B-G	(43,4) \$	3,3 \$	<b>(40,1) \$</b>	(18,9) \$	4,1 \$	<b>(14,8) \$</b>
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie		9,2	(0,5)	<b>8,7</b>	(0,3)	(0,4)	<b>(0,7)</b>
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	C	–	(0,4)	<b>(0,4)</b>	–	(6,3)	<b>(6,3)</b>
Autres éléments du résultat global		(34,2) \$	2,4 \$	<b>(31,8) \$</b>	(19,2) \$	(2,6) \$	<b>(21,8) \$</b>
Résultat global total		6,5 \$	0,6 \$	<b>7,1 \$</b>	100,9 \$	(7,8) \$	<b>93,1 \$</b>
Résultat global total attribuable aux :							
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		6,5 \$	0,4 \$	<b>6,9 \$</b>	100,9 \$	(7,9) \$	<b>93,0 \$</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		–	0,2	<b>0,2</b>	–	0,1	<b>0,1</b>
Résultat global total		6,5 \$	0,6 \$	<b>7,1 \$</b>	100,9 \$	(7,8) \$	<b>93,1 \$</b>

**Rapprochement sommaire du tableau des flux de trésorerie selon les PCGR du Canada et selon les IFRS**

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Notes	Neuf mois clos le 31 décembre 2010		
		PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	E, H	56,5 \$	7,7 \$	<b>64,2 \$</b>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(136,3)	4,3	<b>(132,0)</b>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	E, H	(41,0) \$	(12,0) \$	<b>(53,0) \$</b>

**Retraitement en IFRS des états financiers selon les PCGR du Canada**

Les éléments suivants expliquent les retraitements les plus significatifs et pertinents apportés aux états financiers par suite de l'application des IFRS.

**A) IAS 20 et IAS 32 – Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique/instruments financiers : présentation**

## Accords de redevances avec le gouvernement

Convention comptable selon les PCGR du Canada	<p>À l'exception de la participation du gouvernement du Canada au projet Falcon, les autres contributions gouvernementales sont inscrites à titre de réduction des coûts du programme de R-D connexe ou de réduction des dépenses capitalisées au titre du programme.</p> <p>L'obligation de remboursement des contributions gouvernementales est constatée lorsque les conditions sont réunies. Ces remboursements sont constatés en résultats lorsque les redevances sont exigibles.</p> <p>Les contributions au projet Falcon sont constatées à titre d'obligation à long terme portant intérêt. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actualisée est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses capitalisées.</p>
Convention comptable selon les IFRS	<p>Les accords avec le gouvernement concernant les redevances remboursables sont comptabilisés dans les obligations au titre des redevances. L'obligation de rembourser des redevances est constatée lorsque le montant est reçu et est estimée en fonction de projections. La réévaluation ultérieure de ces obligations est comptabilisée en résultat.</p>
Incidence sur le résultat net des trois mois clos le 31 décembre 2010	<p>Le coût des ventes a diminué de 2,3 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné que les frais liés aux redevances au titre des accords avec le gouvernement quant aux programmes de R-D ne sont pas comptabilisés selon les IFRS. Inversement, les charges financières au titre des obligations relatives aux redevances ont augmenté de 3,3 millions \$.</p>
Incidence sur le résultat net des neuf mois clos le 31 décembre 2010	<p>Le coût des ventes a diminué de 5,4 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné que les frais liés aux redevances au titre des accords avec le gouvernement quant aux programmes de R-D ne sont pas comptabilisés selon les IFRS. Inversement, les charges financières au titre des obligations relatives aux redevances ont augmenté de 9,8 millions \$.</p>
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	<p>Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.</p>

**B) IAS 16 – Immobilisations corporelles**

## Exemption selon IFRS 1 – utilisation de la juste valeur comme coût réputé

Exemption retenue	<p>La Société a choisi d'utiliser la juste valeur comme coût réputé à la date de transition pour certains éléments d'immobilisations corporelles.</p>
Incidence sur le résultat net des trois mois clos le 31 décembre 2010	<p>Le coût des ventes a diminué de 1,3 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements des dispositifs de formation désignés.</p>
Incidence sur le résultat net des neuf mois clos le 31 décembre 2010	<p>Le coût des ventes a diminué de 3,8 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements des dispositifs de formation désignés.</p>
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	<p>Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.</p>

**Séparation des composantes**

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Le coût d'une immobilisation corporelle constituée de composantes séparables importantes est imputé aux composantes lorsque cela est possible et lorsque la durée de vie des composantes peut être estimée.
Convention comptable selon les IFRS	Toute partie d'une immobilisation corporelle, dont le coût est significatif par rapport au coût total de l'immobilisation et dont la durée d'utilité diffère de celle de l'actif principal, doit être amortie séparément.
Incidence sur le résultat net des trois mois clos le 31 décembre 2010	Le coût des ventes a augmenté de 0,1 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison du raccourcissement de la période d'amortissement de certaines composantes des immeubles.
Incidence sur le résultat net des neuf mois clos le 31 décembre 2010	Le coût des ventes a augmenté de 0,2 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison du raccourcissement de la période d'amortissement de certaines composantes des immeubles.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

**Décomptabilisation**

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les immobilisations corporelles sont constatées au coût moins l'amortissement cumulé, déduction faite de toute perte de valeur. Les coûts subséquents sont capitalisés s'il s'agit d'une amélioration et sont passés en charges s'il s'agit de travaux de réparation ou de maintenance.
Convention comptable selon les IFRS	Au remplacement d'une composante, une perte de cession est constatée dans les résultats lorsque la valeur comptable de l'élément remplacé est décomptabilisée, sauf si l'élément est transféré dans les stocks. S'il est impossible de déterminer cette valeur comptable, le coût et l'amortissement cumulé sont évalués en fonction du coût de l'élément de remplacement.
Incidence sur le résultat net des trois mois clos le 31 décembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 0,1 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la décomptabilisation et de la baisse corrélative des immobilisations corporelles lors de la transition aux IFRS.
Incidence sur le résultat net des neuf mois clos le 31 décembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 0,3 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la décomptabilisation et de la baisse corrélative des immobilisations corporelles lors de la transition aux IFRS.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

**C) IAS 19 – Avantages du personnel****Exemption selon IFRS 1 et incidence comptable sur les activités poursuivies – écarts actuariels**

Convention comptable selon les PCGR du Canada	L'excédent du gain ou de la perte actuariel net au-delà de 10 % des obligations au titre des prestations ou de la juste valeur des actifs des régimes n'est pas immédiatement comptabilisé en résultat, mais est plutôt amorti sur la durée résiduelle d'activité des salariés actifs (méthode du corridor). Les gains et pertes actuariels non comptabilisés qui sont sous la fourchette inférieure du corridor sont reportés.
Exemption selon IFRS 1 retenue et convention comptable selon les IFRS	La Société a choisi de constater tous les écarts actuariels des régimes à prestations définies qui étaient reportés selon les anciens PCGR du Canada dans les résultats non distribués d'ouverture. Par la suite, les écarts actuariels de nos régimes à prestations définies sont inscrits à l'état de la situation financière et dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils se produisent.
Incidence sur le résultat net des trois mois clos le 31 décembre 2010	Les frais généraux et d'administration ont diminué de 0,6 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné la baisse de la dotation aux amortissements des écarts actuariels.
Incidence sur le résultat net des neuf mois clos le 31 décembre 2010	Les frais généraux et d'administration ont diminué de 1,7 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné la baisse de la dotation aux amortissements des écarts actuariels.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.



## Évaluations actuarielles

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Il est possible d'évaluer les actifs et les obligations des régimes de retraite jusqu'à trois mois avant la fin de l'exercice.
Convention comptable selon les IFRS	Les actifs et les obligations des régimes doivent être évalués à la date de clôture.
Incidence sur le résultat net des trois mois clos le 31 décembre 2010	Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 0,3 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le résultat net des neuf mois clos le 31 décembre 2010	Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 0,9 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

## Coûts des services passés

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les coûts des services passés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs qui devraient recevoir des prestations aux termes du régime jusqu'à la date d'admissibilité complète.
Convention comptable selon les IFRS	Les coûts des services passés sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la période moyenne d'acquisition des avantages. Dans la mesure où les avantages sont déjà acquis après la mise en place ou la modification d'un régime à prestations définies, les coûts des services passés sont comptabilisés immédiatement.
Incidence sur le résultat net des trois mois et des neuf mois clos le 31 décembre 2010	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

**D) IAS 23 – Coûts d'emprunt**

## Exemption selon IFRS 1 – coûts d'emprunt

Exemption retenue	La Société a choisi d'appliquer les exigences d'IAS 23 <i>Coûts d'emprunt</i> , en vertu desquelles les intérêts ne doivent être capitalisés aux actifs admissibles qu'à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2010.
Incidence sur le résultat net des trois mois clos le 31 décembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 0,2 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements découlant de l'élimination des intérêts capitalisés non amortis. Cependant, les charges financières ont augmenté de 1,0 million \$, les intérêts sur certains actifs n'étant pas admissibles à la capitalisation. Aux termes des PCGR du Canada, ces intérêts étaient capitalisés au coût de l'actif connexe.
Incidence sur le résultat net des neuf mois clos le 31 décembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 0,9 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements découlant de l'élimination des intérêts capitalisés non amortis. Cependant, les charges financières ont augmenté de 3,1 millions \$, les intérêts sur certains actifs n'étant pas admissibles à la capitalisation. Aux termes des PCGR du Canada, ces intérêts étaient capitalisés au coût de l'actif connexe.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

**E) IAS 17 – Contrats de location**

## Classement

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Conformément aux PCGR du Canada, un contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition (location-financement) ou de location-exploitation (location simple), selon que la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété d'un actif loué est transférée au locataire, et l'évaluation a lieu à la naissance du contrat de location. Des seuils quantitatifs servent à la détermination des seuils de classement.
Convention comptable selon les IFRS	Le classement des contrats de location aux termes des IFRS varie également selon que la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété d'un actif loué est transférée au locataire à la naissance du contrat de location. Il n'existe aucun seuil quantitatif, et des indicateurs qualitatifs supplémentaires sont fournis.
Incidence sur le résultat net des trois mois clos le 31 décembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 2,5 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, surtout en raison de la reprise de la charge locative, partiellement contrebalancée par la dépréciation des actifs dont le contrat de location a été reclassé. Inversement, les charges financières ont augmenté de 2,8 millions \$, surtout en raison de l'accroissement des intérêts sur la dette à long terme.
Incidence sur le résultat net des neuf mois clos le 31 décembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 7,8 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, surtout en raison de la reprise de la charge locative, partiellement contrebalancée par la dépréciation des actifs dont le contrat de location a été reclassé. Inversement, les charges financières ont augmenté de 8,4 millions \$, surtout en raison de l'accroissement des intérêts sur la dette à long terme.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Selon les PCGR du Canada, les paiements au titre de certains simulateurs du réseau mondial de centres de formation de la Société et de certains immeubles auparavant classés dans les contrats de location simple ont été reclassés dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Selon les IFRS, ces contrats de location étant comptabilisés à l'état de la situation financière dans les contrats de location-financement, ces paiements sont traités comme des activités de financement. Pour les neuf mois clos le 31 décembre 2010, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont été ajustés de 11,6 millions \$ lorsque les obligations au titre des contrats de location ont été remboursées.

**F) IAS 18 – Produits des activités ordinaires**

## Accords de services à long terme

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les revenus tirés des contrats de maintenance à long terme sont généralement constatés dans les résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat. Lorsque les preuves historiques démontrent clairement que des coûts seront engagés selon une autre méthode que la méthode de l'amortissement linéaire, les revenus sont constatés sur la période contractuelle proportionnellement aux coûts qui devraient être engagés pour fournir les services visés par le contrat (méthode de l'avancement des travaux).
Convention comptable selon les IFRS	La notion que des preuves historiques doivent exister pour qu'on puisse constater les produits des activités ordinaires selon la méthode de l'avancement des travaux n'est pas nécessaire. En conséquence, dans le cas des accords de services pour lesquels la méthode de l'avancement des travaux permet d'estimer plus fidèlement l'issue du contrat, il n'est pas approprié d'utiliser la méthode linéaire.
Incidence sur le résultat net des trois mois clos le 31 décembre 2010	Les produits des activités ordinaires ont diminué de 0,5 million \$ et le coût des ventes a augmenté de 0,2 million \$.
Incidence sur le résultat net des neuf mois clos le 31 décembre 2010	Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 0,6 million \$ et le coût des ventes a augmenté de 0,4 million \$.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

**G) Impôts sur le résultat et autres****Actif d'impôt différé non constaté**

Convention comptable selon les IFRS	Certains ajustements transitoires ont donné lieu à la constatation d'un actif d'impôt différé supplémentaire. Cependant, comme les IFRS restreignent la constatation intégrale des impôts différés en exigeant leur comptabilisation uniquement dans la mesure où leur réalisation est probable, certains actifs d'impôts différés n'ont pas été constatés étant donné que certains avantages devraient se matérialiser dans des périodes subséquentes à la période au cours de laquelle sont réunis les critères de probabilité de recouvrement nécessaires au soutien de ces actifs.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

**IFRS 3 – Regroupements d'entreprises****Frais connexes aux acquisitions**

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les frais connexes à une acquisition sont les coûts engagés par un acquéreur pour conclure un regroupement d'entreprises. Aux termes des PCGR du Canada, les coûts directs d'une acquisition d'entreprise sont capitalisés dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition, alors que les coûts indirects sont passés en charges.
Convention comptable selon les IFRS	L'acquéreur passe tous les frais connexes aux acquisitions en charges dans les périodes au cours desquelles les coûts sont engagés et les services reçus, à l'exception des coûts liés à l'émission de titres d'emprunt ou de titres de capitaux propres.
Incidence sur le résultat net des trois mois clos le 31 décembre 2010	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné qu'il n'y a eu aucun coût d'acquisition engagé au cours du trimestre.
Incidence sur le résultat net des neuf mois clos le 31 décembre 2010	Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 1,3 million \$ en raison de la passation en charges des coûts d'acquisition.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

**H) Reclassements**

Le tableau suivant présente un reclassement ayant une incidence significative sur le tableau des flux de trésorerie :

PCGR du Canada	IFRS
– Aux termes d'un programme d'actifs financiers courants, certains comptes débiteurs et contrats en cours à l'actif sont vendus à des tiers pour une contrepartie en trésorerie.	– Certains contrats en cours vendus en vertu du programme d'actifs financiers courants ne sont pas admissibles à la décomptabilisation. Par conséquent, la trésorerie reçue en contrepartie de ces actifs est classée dans la partie courante de la dette à long terme.
	Pour les neuf mois clos le 31 décembre 2010, ce reclassement n'a eu aucune incidence significative sur les flux de trésorerie par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

**NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES****Acquisitions au cours de l'exercice 2012**

Au 31 décembre 2011, la Société a effectué des transactions de regroupements d'entreprises pour un coût total de 129,7 millions \$.

**Medical Education Technologies, Inc.**

En août 2011, la Société a acquis la totalité des actions de Medical Education Technologies, Inc. (METI). Grâce à cette acquisition, la Société accède à un marché mondial, élargit sa gamme de produits et de services et acquiert une technologie fondée sur la simulation dans le domaine de la santé.

L'évaluation provisoire de la juste valeur de l'actif identifiable net acquis et du passif identifiable net pris en charge dans le cadre de l'acquisition susmentionnée n'a pas changé depuis la fin de la période close le 30 septembre 2011 et est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiées acquises, soit 39,0 millions \$ (y compris la technologie et les relations avec des clients), est toujours provisoire pour la période close le 31 décembre 2011 et le demeurera jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs ait été finalisée.

Un goodwill provisoire de 99,1 millions \$ découlant de l'acquisition de METI est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Une plateforme qui propulse immédiatement la Société en position importante en lui permettant d'accéder au marché des simulateurs de patients, un important secteur du marché de la simulation dans le domaine de la santé;
- Une augmentation de la clientèle de CAE Santé, ce qui lui permet d'offrir sa gamme de solutions à un marché beaucoup plus important;
- Une équipe de direction chevronnée composée d'experts en la matière ayant de vastes connaissances du secteur.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 9,7 millions \$, déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 0,8 million \$.

Des produits des activités ordinaires de 22,2 millions \$ et un résultat opérationnel de 1,4 million \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre de METI depuis l'acquisition. Si METI avait été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel supplémentaires de METI à hauteur de 31,0 millions \$ et de 1,8 million \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE, mais ont été ajustés pour refléter nos méthodes comptables si nécessaire. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas nécessairement représentatifs de notre rendement futur.

### **Haptica Limited**

En juillet 2011, la Société a acquis les actifs et la propriété intellectuelle de Haptica Limited (Haptica). L'acquisition élargit la gamme de produits de simulation chirurgicale de CAE Santé.

La juste valeur de l'actif net identifiable acquis et du passif net identifiable pris en charge est également présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des actifs identifiées acquis s'élève à 0,7 million \$ (y compris la technologie et les droits de propriété intellectuelle), et aucun goodwill ne découle de l'acquisition.

### **Autres**

Les ajustements à l'évaluation de l'actif net identifiable acquis et du passif net identifiable pris en charge de certaines acquisitions effectuées à l'exercice 2011 ont également été finalisés au cours de la période, ce qui s'est traduit par une baisse nette de 0,3 million \$ du goodwill. Le solde de la contrepartie conditionnelle au titre des acquisitions des exercices antérieurs s'établit à 12,3 millions \$ et pourrait devoir être payé si certaines conditions sont réunies.

L'actif net acquis et le passif net pris en charge dans le cadre des acquisitions sont présentés ci-dessous :

*(non audités)*

*Neuf mois clos le 31 décembre 2011*

*(montants en millions)*

Actif courant <sup>1)</sup>	17,3 \$
Passif courant	(19,6)
Immobilisations corporelles	3,3
Autres actifs	0,1
Immobilisations incorporelles, à l'exclusion du goodwill	39,7
Goodwill <sup>2)</sup>	99,1
Passifs d'impôt différé	(8,1)
Passif non courant	(5,4)
<b>Juste valeur de l'actif net, compte non tenu de la situation de trésorerie à l'acquisition</b>	<b>126,4 \$</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	3,3
<b>Contrepartie totale</b>	<b>129,7 \$</b>
Prix d'achat à payer	(0,3)
<b>Contrepartie totale en trésorerie</b>	<b>129,4 \$</b>

<sup>1)</sup> Compte non tenu de la position de trésorerie.

<sup>2)</sup> Ce goodwill ne peut pas être déduit aux fins fiscales.

Le tableau suivant présente les changements du goodwill :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trois mois clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Valeur comptable à l'ouverture de la période	307,4 \$	179,8 \$	195,1 \$	161,9 \$
Acquisition de filiales	(0,3)	–	99,0	14,6
Différences de conversion	(6,1)	(4,8)	6,9	(1,5)
Valeur comptable à la clôture de la période	301,0 \$	175,0 \$	301,0 \$	175,0 \$

#### NOTE 4 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Au cours du trimestre, la Société a conclu un nouvel accord de coentreprise en vertu duquel elle détient un intérêt de 50 % dans Philippine Academy for Aviation Training, Inc.

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

Le tableau suivant résume l'information financière ayant trait aux participations de la Société dans toutes ses coentreprises :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 décembre 2011	31 mars 2011
<b>Actif</b>		
Actif courant	70,4 \$	67,6 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs non courants	300,7	258,7
<b>Passif</b>		
Passif courant	45,3	49,0
Dette à long terme (y compris la partie courante)	121,3	123,1
Profits différés et autres passifs non courants	9,6	8,0

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trois mois clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
<b>Données sur le résultat</b>				
Produits des activités ordinaires	28,6 \$	23,0 \$	81,8 \$	66,2 \$
Résultat net	6,7	4,8	20,2	14,3
Résultat opérationnel sectoriel				
FS/C	7,5	4,4	18,0	12,2
PS/M	(0,1)	0,5	1,3	1,6
FS/M	2,1	2,5	8,0	7,7

Il n'existe aucun passif éventuel relatif aux participations de la Société dans les coentreprises ni aucun passif éventuel relatif aux coentreprises elles-mêmes.

La quote-part attribuable à la Société des engagements en capital des coentreprises elles-mêmes se chiffre à 53,0 millions \$ au 31 décembre 2011 (37,5 millions \$ au 31 mars 2011).

**NOTE 5 – COMPTES DÉBITEURS**

Les comptes débiteurs sont portés à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>31 décembre</b> <b>2011</b>	31 mars 2011
Comptes clients en souffrance, mais non dépréciés		
1-30 jours	<b>27,8 \$</b>	33,0 \$
31-60 jours	<b>15,7</b>	22,4
61-90 jours	<b>9,4</b>	11,7
Plus de 90 jours	<b>44,1</b>	15,2
Total	<b>97,0 \$</b>	82,3 \$
Provision pour créances douteuses	<b>(7,5)</b>	(6,0)
Comptes clients courants	<b>93,6</b>	114,8
Comptes débiteurs non facturés	<b>41,8</b>	41,3
Montants à recevoir de parties liées	<b>40,8</b>	16,6
Autres comptes débiteurs	<b>47,1</b>	47,8
<b>Total des comptes débiteurs</b>	<b>312,8 \$</b>	296,8 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>Trois mois clos les</b> <b>31 décembre</b>		<b>Neuf mois clos les</b> <b>31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	2010	<b>2011</b>	2010
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de la période	<b>(8,3) \$</b>	(7,2) \$	<b>(6,0) \$</b>	(5,6) \$
Ajouts	<b>(0,8)</b>	(0,1)	<b>(4,3)</b>	(2,9)
Radiations	<b>0,2</b>	0,3	<b>0,9</b>	0,8
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	<b>1,2</b>	0,8	<b>1,8</b>	1,6
Différences de conversion	<b>0,2</b>	0,2	<b>0,1</b>	0,1
<b>Provision pour créances douteuses à la clôture de la période</b>	<b>(7,5) \$</b>	(6,0) \$	<b>(7,5) \$</b>	(6,0) \$

**NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET****Dettes à long terme****Billets de premier rang**

En août 2011, la Société a émis des billets de premier rang d'une valeur de 150,0 millions \$US aux termes d'un placement privé pour financer l'acquisition de METI et remplacer d'autres obligations existantes à des taux d'intérêt moins élevés. L'échéance moyenne est de 11,7 ans à un taux d'intérêt moyen d'environ 4,5 %, les intérêts étant payables semestriellement en août et en février. Ces billets de premier rang non garantis sont assortis de remboursements fixes de 100,0 millions \$US en 2021 et de 50,0 millions \$US en 2026. Les billets ont été émis à deux investisseurs institutionnels.

**Rachat de contrats de location-financement**

En novembre 2011, la Société a exercé des options d'achat d'un montant de 13,2 millions \$US visant deux simulateurs qui étaient comptabilisés à titre de contrats de location-financement, ce qui a donné lieu à une baisse des obligations de la Société au titre des contrats de location-financement.

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>Trois mois clos les</b> <b>31 décembre</b>		<b>Neuf mois clos les</b> <b>31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Charges financières :				
Dettes à long terme (sauf les contrats de location-financement)	<b>10,5 \$</b>	8,2 \$	<b>27,7 \$</b>	23,6 \$
Contrats de location-financement	<b>2,8</b>	3,5	<b>8,7</b>	9,7
Obligations relatives aux redevances	<b>3,3</b>	3,4	<b>10,1</b>	10,0
Dotations à l'amortissement des frais de financement différés	<b>0,5</b>	0,4	<b>1,3</b>	1,3
Désactualisation des provisions	<b>0,4</b>	0,3	<b>1,5</b>	1,0
Autres	<b>1,2</b>	1,5	<b>4,9</b>	4,0
Charge d'intérêts postérieure aux swaps de taux d'intérêt	<b>(0,5)</b>	(0,5)	<b>(1,5)</b>	(1,5)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif <sup>1)</sup>	<b>(0,4)</b>	(0,1)	<b>(1,6)</b>	(0,1)
<b>Charges financières</b>	<b>17,8 \$</b>	16,7 \$	<b>51,1 \$</b>	48,0 \$
Produits financiers :				
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	<b>(0,3) \$</b>	(0,1) \$	<b>(1,3) \$</b>	(0,2) \$
Autres	<b>(1,3)</b>	(1,0)	<b>(3,8)</b>	(3,0)
<b>Produits financiers</b>	<b>(1,6) \$</b>	(1,1) \$	<b>(5,1) \$</b>	(3,2) \$
<b>Charges financières – montant net</b>	<b>16,2 \$</b>	15,6 \$	<b>46,0 \$</b>	44,8 \$

<sup>1)</sup> Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 6,0 % pour le trimestre clos le 30 juin 2011, de 5,3 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 et de 4,8 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2011.

**NOTE 7 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES**

Le tableau qui suit présente un rapprochement des dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

<i>(non audités)</i>	<b>Trois mois clos les</b> <b>31 décembre</b>		<b>Neuf mois clos les</b> <b>31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	<b>257 570 425</b>	256 754 692	<b>257 306 019</b>	256 621 063
Effet dilutif des options sur actions	<b>401 927</b>	933 251	<b>795 859</b>	608 768
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	<b>257 972 352</b>	257 687 943	<b>258 101 878</b>	257 229 831

Pour les trois mois clos le 31 décembre 2011, des options sur 2 836 347 actions ordinaires (1 827 361 pour les trois mois clos le 31 décembre 2010) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Pour les neuf mois clos le 31 décembre 2011, des options sur 2 683 931 actions ordinaires (1 856 011 pour les neuf mois clos le 31 décembre 2010) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

**Dividendes**

Les dividendes déclarés pour le troisième trimestre de l'exercice 2012 se sont élevés à 10,3 millions \$, soit 0,04 \$ par action (10,2 millions \$ en 2011, soit 0,04 \$ par action). Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, les dividendes déclarés se sont élevés à 30,9 millions \$, soit 0,12 \$ par action (28,2 millions \$ en 2011, soit 0,11 \$ par action).

**NOTE 8 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL**

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trois mois clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Charges de personnel	<b>155,5 \$</b>	143,3 \$	<b>463,8 \$</b>	419,5 \$
Paiements fondés sur des actions, montant net des swaps sur actions	<b>3,6</b>	5,9	<b>10,5</b>	16,5
Charges de retraite – régimes à prestations définies	<b>2,6</b>	2,6	<b>7,9</b>	8,3
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	<b>1,8</b>	1,5	<b>5,0</b>	4,4
Total de la charge de rémunération du personnel	<b>163,5 \$</b>	153,3 \$	<b>487,2 \$</b>	448,7 \$

**NOTE 9 – AUTRES (PROFITS) PERTES – MONTANT NET**

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trois mois clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Cession ou mise hors service d'immobilisations corporelles	<b>(0,7) \$</b>	(0,2) \$	<b>(8,3) \$</b>	(1,1) \$
Montant net des différences de conversion	<b>(0,1)</b>	(3,1)	<b>(0,1)</b>	(6,6)
Profit à la vente d'une filiale	–	(0,1)	–	(1,1)
Produits de dividendes	<b>(1,1)</b>	(1,1)	<b>(3,1)</b>	(5,0)
Produits de redevances	–	(0,1)	<b>(0,4)</b>	(0,3)
Autres	<b>(1,7)</b>	(0,3)	<b>(3,7)</b>	(0,9)
Autres (profits) pertes – montant net	<b>(3,6) \$</b>	(4,9) \$	<b>(15,6) \$</b>	(15,0) \$

**NOTE 10 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE**

*(non audités)*

*Neuf mois clos les 31 décembre*

*(montants en millions)*

	2011	2010
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Comptes débiteurs	<b>(10,4) \$</b>	(52,5) \$
Contrats en cours : actifs	<b>(8,4)</b>	(21,0)
Stocks	<b>(9,2)</b>	5,6
Paiements d'avance	<b>(0,7)</b>	(1,7)
Impôts sur le résultat à recouvrer	<b>(3,8)</b>	(10,8)
Actifs financiers dérivés	<b>33,2</b>	33,7
Comptes créditeurs et charges à payer	<b>(58,7)</b>	(36,8)
Provisions	<b>(0,7)</b>	(7,8)
Impôts sur le résultat à payer	<b>(3,7)</b>	11,9
Contrats en cours : passifs	<b>(0,8)</b>	(40,2)
Passifs financiers dérivés	<b>(32,8)</b>	(24,3)
<b>Variation du fonds de roulement hors trésorerie</b>	<b>(96,0) \$</b>	(143,9) \$



**NOTE 11 – AIDE GOUVERNEMENTALE****Projets Falcon et Nouveaux marchés principaux**

La valeur des contributions globales comptabilisées et les montants globaux non encore perçus pour les projets Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>Trois mois clos les</b> <b>31 décembre</b>		<b>Neuf mois clos les</b> <b>31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	<b>9,8 \$</b>	9,1 \$	<b>12,9 \$</b>	14,7 \$
Contributions	<b>15,3</b>	11,2	<b>34,2</b>	30,3
Paiements reçus	<b>(15,9)</b>	(10,7)	<b>(37,9)</b>	(35,4)
Montant à recevoir à la clôture de la période	<b>9,2 \$</b>	9,6 \$	<b>9,2 \$</b>	9,6 \$

**Information globale à l'égard des programmes**

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>Trois mois clos les</b> <b>31 décembre</b>		<b>Neuf mois clos les</b> <b>31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :				
Projet Falcon	<b>1,8 \$</b>	2,4 \$	<b>5,5 \$</b>	4,6 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	<b>7,6</b>	0,6	<b>10,1</b>	5,0
Contributions créditées aux résultats :				
Projet Falcon	<b>5,3 \$</b>	7,6 \$	<b>16,1 \$</b>	18,2 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	<b>0,6</b>	0,6	<b>2,5</b>	2,5
Total des contributions :				
Projet Falcon	<b>7,1 \$</b>	10,0 \$	<b>21,6 \$</b>	22,8 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	<b>8,2</b>	1,2	<b>12,6</b>	7,5

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

**NOTE 12 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES**

Les transactions suivantes ont été conclues dans le cours normal de l'activité avec des parties liées :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>31 décembre</b> <b>2011</b>		<b>31 mars</b> <b>2011</b>	
<b>Montants courants à recevoir des parties suivantes</b>				
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	<b>40,4 \$</b>		16,1 \$	
Autres	<b>0,4</b>		0,5	
<b>Montants courants à payer aux parties suivantes</b>				
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	<b>18,5 \$</b>		16,2 \$	
Autres	<b>0,7</b>		0,4	
<b>Montants non courants à recevoir des parties suivantes</b>				
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	<b>0,4 \$</b>		0,4 \$	
<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>Trois mois clos les</b> <b>31 décembre</b>		<b>Neuf mois clos les</b> <b>31 décembre</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>Ventes à des parties liées</b>				
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	<b>29,9 \$</b>	15,2 \$	<b>72,2 \$</b>	40,1 \$
Autres	<b>1,6</b>	1,6	<b>4,9</b>	4,9
<b>Achats auprès de parties liées</b>				
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	<b>5,9 \$</b>	12,7 \$	<b>11,1 \$</b>	16,7 \$
Autres	<b>1,0</b>	2,2	<b>3,8</b>	6,4
<b>Autres transactions</b>				
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	<b>0,7 \$</b>	– \$	<b>8,4 \$</b>	– \$

Les montants non courants à recevoir de parties liées viennent à échéance en octobre 2022 et portent intérêt au taux de 5,14 % par année. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 31 décembre 2011 (néant au 31 mars 2011).

De plus, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, des transactions s'élevant à 1,6 million \$ (1,7 million \$ en 2011) ont été faites aux prix normaux du marché avec certains organismes pour lesquels certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants.

### Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération versée ou à verser au personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trois mois clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1,0 \$	1,1 \$	3,5 \$	3,6 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,3	0,2	0,8	0,7
Indemnités de fin de contrat de travail	–	–	1,5	–
Paiements fondés sur des actions	1,0	2,2	1,5	6,5
	<b>2,3 \$</b>	<b>3,5 \$</b>	<b>7,3 \$</b>	<b>10,8 \$</b>

**NOTE 13 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES**

La Société a choisi d'organiser ses activités en fonction principalement des produits et services. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions. La Société gère ses opérations par le truchement de cinq secteurs (voir la note 1).

**Résultats par secteur**

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (désigné « résultat opérationnel sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables utilisés pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les transactions entre secteurs opérationnels consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C au secteur FS/C, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

	FS/C		PS/C		Civil		PS/M		FS/M		Militaire		NMP		Total	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
<i>(non auditées)</i> <i>Trois mois clos les 31 décembre</i> <i>(montants en millions)</i>																
Produits des activités ordinaires externes	123,0	113,2	80,7	66,7	203,7	179,9	152,4	153,7	69,9	66,1	222,3	219,8	27,1	11,1	453,1	410,8
Dotation aux amortissements																
Immobilisations corporelles	17,3	16,1	1,2	1,2	18,5	17,3	1,9	1,5	2,5	2,4	4,4	3,9	0,5	0,3	23,4	21,5
Immobilisations incorporelles et autres actifs	3,7	2,8	0,5	0,6	4,2	3,4	1,2	1,2	2,5	0,6	3,7	1,8	1,9	0,6	9,8	5,8
Dépréciations et reprise des dépréciations des comptes débiteurs	-	(0,3)	0,1	-	0,1	(0,3)	(0,5)	(0,3)	0,1	-	(0,4)	(0,3)	-	-	(0,3)	(0,6)
Résultat opérationnel sectoriel	28,8	24,2	13,2	7,9	42,0	32,1	26,9	28,6	10,0	10,9	36,9	39,5	(1,4)	(1,3)	77,5	70,3
<i>(non auditées)</i> <i>Neuf mois clos les 31 décembre</i> <i>(montants en millions)</i>																
Produits des activités ordinaires externes	366,1	333,0	259,4	196,7	625,5	529,7	423,6	406,7	206,6	201,9	630,2	608,6	58,8	26,9	1 314,5	1 165,2
Dotation aux amortissements																
Immobilisations corporelles	50,5	47,4	3,7	3,7	54,2	51,1	5,2	4,5	7,5	7,0	12,7	11,5	1,1	0,6	68,0	63,2
Immobilisations incorporelles et autres actifs	10,1	8,1	1,6	1,5	11,7	9,6	3,5	3,8	5,4	2,0	8,9	5,8	3,7	1,5	24,3	16,9
Dépréciations et reprise des dépréciations des actifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,2	-	4,2	-
Dépréciations et reprise des dépréciations des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	-	0,2	-
Dépréciations et reprise des dépréciations des comptes débiteurs	0,9	0,8	0,3	0,1	1,2	0,9	0,2	0,1	(0,1)	(0,1)	0,1	-	0,4	0,1	1,7	1,0
Résultat opérationnel sectoriel	91,9	74,6	37,6	25,4	129,5	100,0	66,6	71,0	29,9	38,3	96,5	109,3	(12,6)	(4,5)	213,4	204,8

Les dépenses d'investissement qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trois mois clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
FS/C	39,9 \$	19,9 \$	106,5 \$	56,3 \$
PS/C	5,8	5,4	17,6	15,0
PS/M	8,0	6,7	21,6	15,6
FS/M	2,2	1,4	8,3	10,7
NMP	(2,0)	2,8	4,8	7,9
Total des dépenses d'investissement	53,9 \$	36,2 \$	158,8 \$	105,5 \$

### Actif et passif utilisés par secteur

CAE détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les paiements d'avance, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Le passif utilisé comprend les comptes créditeurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants et les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 décembre 2011	31 mars 2011
<b>Actif utilisé</b>		
FS/C	1 300,6 \$	1 225,4 \$
PS/C	292,4	251,6
PS/M	510,0	506,5
FS/M	358,8	352,5
NMP	227,4	68,2
Actif non inclus dans l'actif utilisé	400,7	413,1
Total de l'actif	3 089,9 \$	2 817,3 \$
<b>Passif utilisé</b>		
FS/C	149,8 \$	155,4 \$
PS/C	227,0	192,9
PS/M	243,3	308,6
FS/M	159,8	174,8
NMP	52,9	27,8
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 245,5	1 024,9
Total du passif	2 078,3 \$	1 884,4 \$

### Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services globalement. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trois mois clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes				
Canada	51,0 \$	59,0 \$	142,6 \$	148,0 \$
États-Unis	144,5	118,1	432,5	331,0
Royaume-Uni	31,6	38,0	112,8	126,7
Allemagne	37,0	33,8	112,8	98,2
Pays-Bas	14,0	14,2	42,8	44,4
Autres pays d'Europe	47,0	42,7	138,3	115,4
Chine	27,9	24,1	83,2	59,1
Émirats arabes unis	16,1	19,4	39,1	55,9
Autres pays d'Asie	43,3	24,2	102,8	84,6
Australie	15,8	24,8	51,2	64,1
Autres pays	24,9	12,5	56,4	37,8
	453,1 \$	410,8 \$	1 314,5 \$	1 165,2 \$

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>31 décembre</b> <b>2011</b>	31 mars 2011
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	<b>377,1 \$</b>	354,7 \$
États-Unis	<b>600,4</b>	431,9
Amérique du Sud	<b>97,2</b>	71,9
Royaume-Uni	<b>251,2</b>	248,1
Espagne	<b>50,0</b>	53,6
Allemagne	<b>61,4</b>	64,3
Belgique	<b>64,6</b>	60,0
Pays-Bas	<b>79,7</b>	93,3
Autres pays d'Europe	<b>71,8</b>	80,3
Émirats arabes unis	<b>81,8</b>	74,9
Autres pays d'Asie	<b>135,5</b>	117,7
Autres pays	<b>34,6</b>	28,4
	<b>1 905,3 \$</b>	1 679,1 \$

